

Éditorial

Radicalisme : retour aux racines
ou retour sur soi

Ils étaient trois, se connaissaient quelque peu et, jusqu'en 1793, se croisaient au club des Cordeliers, dans la salle du Musée de la rue Dauphine à Paris. Bien qu'ils n'aient créé ensemble aucun mouvement, fondé aucun journal, écrit aucun manifeste, ils furent tous les trois regroupés sous le vocable peu amène d'« Enragés ». Ainsi, Théophile Leclerc, Jean-François Varlet et surtout Jacques Roux, rousseauistes partisans d'une démocratie radicale et de la soumission de l'économie au politique, entrèrent-ils dans l'Histoire de la Révolution française¹, notamment sous la plume de Jean Jaurès mais aussi celle de Karl Marx. « Par [leurs] idées, ils sont les interprètes du mouvement populaire, parfois ses inspirateurs, mais très rarement ses meneurs », écrit Éric Hazan à leur sujet.² Et de fait, même en cette époque de troubles souvent violents où la politique se pratiquait au jour le jour et dans un tourbillon d'affrontements brutaux, leurs discours et propositions reflétaient un radicalisme populaire qui tendit à effrayer même les plus jusqu'au-boutistes des révolutionnaires de l'époque.

Ainsi Brissot fut-il un des premiers à qualifier ces trois radicaux d'« enragés » dans Le Patriote français du 10 mai 1792, les accusant de « porter à l'excès leur doctrine populaire ». Quant à Marat, pourtant connu pour ses positions extrêmes, il les décrit en des mots très durs et méprisants dans Le publiciste de la République française du 4 juillet 1793 : « Ces intrigants ne se contentent pas d'être les factotums de leurs sections respectives, ils s'agitent du matin au soir pour s'introduire dans toutes les sociétés populaires, les influencer et en devenir enfin les grands faiseurs. Tels sont les trois individus bruyants [...] : je veux parler du petit Leclerc, de Varlet et de l'abbé Renaudi soi-disant Jacques Roux. »

Le radicalisme des « Enragés » s'exprimait surtout dans leur volonté de revenir à la racine du principe de « démocratie » et de l'appliquer intégralement : souveraineté populaire totale, contrôle sévère des mandataires, mise à bas de la bourgeoisie commerçante jugée encore plus nuisible que l'ancienne aristocratie... Écartés en raison de ces propositions « radicales », notamment par Robespierre et Saint-Just, il est assez ironique de constater que ces derniers tomberont quelques mois plus tard, pour les mêmes raisons et après avoir fait état de propositions fortement inspirées de celles de Roux et consorts. Par ailleurs, à la lecture des mots du tonitruant Marat, il semblerait bien que nous soyons toujours in fine le « radical d'un autre ».

Dès lors, qu'est-ce que le « radicalisme » ? Que signifie être « radical » ? Qu'entend-on par « radicalisation » pour reprendre un mot à la mode dans les médias d'aujourd'hui ? Les trois prochains numéros de la revue Aide-mémoire seront consacrés à différentes réalités que l'on accole à un terme devenu d'une polysémie compliquée et d'un usage tellement courant qu'il en devient parfois inapproprié, pour ne pas dire suspect. Ainsi, les quelques pages du présent numéro s'attacheront à l'approche « historique », très à gauche, du concept. Nous tâcherons d'explorer ensuite les réalités que peut recouvrir l'usage fréquent du même concept dans les champs religieux d'abord et d'extrême droite ensuite.

Dans sa Critique de « La philosophie du droit » de Hegel, Marx écrivait : « Être radical, c'est prendre les choses par la racine. Et la racine de l'homme, c'est l'homme lui-même. » Vu sous cet angle, une analyse des phénomènes radicaux nous amènerait peut-être à observer les différentes tentatives de l'homme pour revenir à lui-même. ♦♦

Julien Paulus,
Rédacteur en chef

Numéro
spécial
«Radicalisme»



Mural Simón Bolívar like Che Guevara (cc) The Photographer

Radical, vous avez dit radical ?

Par Olivier Starquit

« Lorsque les mots perdent leur sens, les gens perdent leur liberté. » (Confucius)

RADICAL
adjectif /ʁa.di.kal/

Du latin *radicalis*, dérivé de *radix* (« racine »)

1. Qui vise à agir sur la cause profonde des effets qu'on veut modifier.
2. (Botanique) Qui vient à la racine.
◇ Feuilles, fibres radicales, pédoncules radicaux, feuilles, fibres, pédoncules qui naissent au collet de la racine.
3. (Figuré) Ce qui a rapport au principe d'une chose, à son essence.
◇ Il y a entre le ritualisme occidental et le mysticisme oriental une différence d'essence, une incompatibilité radicale que vingt siècles d'échanges et de compénétrations n'ont pas entamées. — (Jacques-Henry Bauchy, *Histoire de la forêt d'Orléans*, 1985)
◇ Guérison, cure radicale, cure qui a détruit le mal dans sa racine.

4. (Grammaire) En rapport avec la racine du mot.

◇ Terme radical.

◇ Lettres radicales, lettres qui sont dans le mot primitif et qui se conservent dans les mots dérivés.

◇ Signe radical, signe qui se met devant les quantités dont on veut extraire la racine.

5. (Politique) Qui préconise l'application intégrale de certains principes.

6. Qui est absolu, qui va jusqu'au bout de ses opinions.

Ces définitions reprises *in extenso* figuraient en exergue de l'excellente revue *Radical*, créée il y a deux ans. Toutes ces descriptions couvrant la botanique, les mathématiques et la politique semblent assez neutres en soi. Or comment expliquer la sursaturation sémantique et la perception négative dont fait l'objet de nos jours cet adjectif qualificatif ?

> suite p.6-7

Un « autre » radicalisme religieux :
la théologie de la libération

Par Gilles Rahier

Radical ?

Le radicalisme est souvent entendu comme une prise de position extrême ou drastique face à une situation donnée, à l'inverse d'une attitude diplomate et négociatrice.

Un très bel exemple de ce type est le discours de Lumumba lors de l'indépendance du Congo, en 1960. Alors que le président Kasavubu, en présence du roi Baudouin, proposa un discours consensuel et conciliateur avec l'ancien colonisateur, le Premier ministre congolais allait réaliser un des discours les plus emblématiques de l'époque de la décolonisation : « [...] Nous avons connu nos terres spoliées au nom de textes prétendument légaux, qui ne faisaient que reconnaître le droit du plus fort. Nous avons connu que la loi n'était jamais la même, selon qu'il

s'agissait d'un Blanc ou d'un Noir, accommodante pour les uns, cruelle et inhumaine pour les autres. Nous avons connu les souffrances atroces des relégués pour opinions politiques ou croyances religieuses : exilés dans leur propre patrie, leur sort était vraiment pire que la mort elle-même¹ [...]. » Même si le moment était peut-être mal choisi, il s'agit ici d'une prise de position claire qui amènera à la reconnaissance d'une vérité historique actuellement acceptée par tous.

> suite p.7

¹ Voir HAZAN, Éric, *Une histoire de la Révolution française*, Paris, La Fabrique, 2012, pp. 232-235 et pp. 253-262.
² *Idem*, p.234.

8e édition de « Littérature, Jazz et Politique »

Par **Michel Recloux**

Par une belle soirée d'automne, quelque 150 personnes se sont retrouvées dans la salle de la Grande Main du Théâtre de Liège pour découvrir et rencontrer deux auteurs congolais, belgo-Kinshasa pour l'un, Jean Bofane et son *Congo Inc.* (Actes Sud, 2014) et franco-Brazzaville pour l'autre, Alain Mabanckou et son *Petit piment* (Seuil, 2015).

Emmenés de voix de maître par Carmelo Virone, ils ont pu l'un et l'autre parler de leurs livres respectifs, de leurs styles, leurs muses, leurs références, leurs raisons d'écrire et comment leur viennent les idées, mais aussi de leur vision politique de leur pays d'origine. Tous deux ont vécu sous des dictatures, celle de Sassou Nguesso pour l'un et de Mobutu pour l'autre. C'est avec beaucoup d'humour qu'ils les ont critiqués et nous ont donné un aperçu de l'intérieur de ces régimes qui se faisaient face par-dessus le fleuve Congo, comme le reflet dans un miroir : Mobutu « Tout comme le soleil se lève avec éclat chaque matin » et, en face, Sassou Nguesso en volcan. La colonisation a aussi été abordée, Mabanckou évoquant une France si fière d'elle-même qu'elle ne comprend pas qu'on puisse lui reprocher quelque chose ; Bofane parlant quant à lui du tabou qui existe ici sur l'histoire sanglante du Congo belge.

Au-delà de leurs différences, c'est surtout leur ressemblance, comme les deux rives d'un même fleuve, qui se dévoila à un public finalement frustré que le débat doit prendre fin après deux heures de discussion historique, drôle et politique.

Suite au débat, pendant une heure, ce fut un grand moment de partage entre Aly Keita, Pierre Vaiana et le public envoûté par le rythme et la mélodie de cette musique mélangeant, magnifiquement et magiquement, un saxophone, instrument bien de chez nous et un balafon, instrument bien de là-bas, c'est-à-dire d'Afrique de l'Ouest. Ce concert fut la représentation concrète de la richesse des rencontres des cultures.



Enfants dans la guerre...

Par **Thomas Berg**, stagiaire à la Bibliothèque George Orwell

À l'occasion de mon stage à la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire, j'ai eu l'opportunité d'effectuer un projet dénommé « Enfants dans la guerre... ». Ce dernier consistait en un recueil de témoignages oraux, plus précisément ceux de cinq personnes qui étaient enfants durant la Seconde Guerre mondiale : Hélène Grogard, Louise Fassotte, Anne-Marie Gourdet, Hélène et André Pierlot, ainsi qu'un témoin qui a souhaité rester anonyme.

Après 1945, de nombreuses personnes (anciens résistants, militaires, rescapés des camps...) mais aussi des « enfants de la guerre », ont souhaité transmettre leur récit de cette sombre période. Certains, à l'instar de Simon Gronowski ou Marcel Frydman, ont écrit plusieurs livres et témoigné abondamment dans les écoles. En parallèle de ces démarches, il m'a semblé important d'entendre des gens, enfants d'alors, qui n'avaient pas encore véritablement raconté « leur » guerre, et qui ont vécu des choses a priori plus ordinaires, mais pourtant bel et bien intéressantes à relayer.

Mes questionnements de départ étaient les suivants : Qu'ont-ils vu ? Qu'ont-ils perçu ? Qu'ont-ils compris des événements ? Comment ont-ils encaissé les traumatismes éventuellement subis ?

Il m'a été relativement facile de trouver des témoins qui désiraient partager leur vécu. Puis, le temps d'un instant, dans l'atmosphère sécurisante de leur domicile, je suis devenu leur confident. Un bond de géant dans le passé. Et que d'anecdotes à relever... Ces gens « ordinaires » ont tous eu des vies « extraordinaires ». La plupart ont connu l'exode, vers le sud ou vers l'ouest, avec des destins parfois tragiques, comme celui marqué par la perte d'une mère dans les bombardements : « (...) Malheureusement, sur cette autre route, on bombardait, et un obus est tombé sur la voiture et a tué toutes les personnes qui se trouvaient à droite. La voiture a pris feu. Maman est morte, le petit frère et la jeune fille des cantons rédimés, tous ceux qui étaient à droite...¹ » ; ou par le retour, et la découverte de sa maison saccagée : « On avait été pillés, donc, évidemment, pendant ce temps-là, il y avait des gens qui étaient venus dans la maison. On a retrouvé

des partitions de musique de maman de l'autre côté de la ville²... »

Tous ont souligné le fait que leurs parents avaient essayé au maximum, et parfois jusqu'au sacrifice, de les protéger : « ... Je me souviens de papa qui prenait ma petite sœur, elle avait cinq ans, et il était dans le fossé et il se couchait sur elle, pour qu'elle n'ait rien³... »

Après le retour dans le foyer familial, la vie s'est organisée vaille que vaille, avec l'ingéniosité des parents, malgré la solitude de certaines mères : « On ne savait pas ce qu'il [le mari] était devenu... Alors vous comprenez bien que ma mère était presque dépressive – mais je n'ai jamais eu l'impression qu'il me manquait quelque chose⁴ » pour trouver de la nourriture dans les fermes, pour fabriquer des douceurs. Préserver les enfants à tout prix...

C'est ainsi que les témoins interrogés ont été peu nombreux à avoir réellement souffert de la faim et du froid. Tous ont parlé de leurs conditions matérielles d'enfants, de l'école, de la soupe (que l'on ne peut pas rapporter chez soi), du pain si mou qu'il collait au mur, des chaussettes qui grattent, des voyages vers les fermes avec de la neige jusqu'à la taille, et du boudin au sang, fabriqué en cachette, et qui, septante ans après, les fait toujours rire de bonheur devant semblable festin. « La viande, la viande, c'était très rationné aussi. Il y avait des timbres, on restait parfois une semaine sans manger de viande, mais on est parvenu à avoir des cochons, qu'on tuait en "stoemeling" bien entendu, et qu'on mettait dès lors au saloir. J'ai fumé des jambons dans le cubilot de l'usine... des boudins avec le sang... on a fait de tout⁵... »

Certains recevaient les nouvelles du front en écoutant Radio Londres. Tous ont raconté leurs peurs des V1 et des V2, l'horreur des camarades d'école mortes sous les bombes, la perte d'un père, emprisonné au Stalag ou assassiné par la Gestapo.

La Libération a été un immense moment de joie, avec l'étonnement de croiser de vrais Américains. « J'avais l'impression que les Américains, ils étaient faits autrement que nous. À la limite, j'aurais très bien dit : ils sont comme les cyclopes. Ils ont un œil au milieu du front et pas deux yeux comme nous⁶ ».

Tous ont essayé d'être le plus honnête possible avec l'apprenti-interviewer que je suis, et m'ont même prêté des archives quand ils le pouvaient – certains n'ont rien conservé de cette période ou ils ont tout perdu durant la guerre. Tous ont repris une vie « normale » en gardant des traumatismes plus ou moins profonds. Il était important de leur laisser la parole. En espérant qu'elle fut quelque peu apaisante...

1 Témoignage d'Anne-Marie Gourdet.
2 Témoignage d'Hélène et André Pierlot.
3 Témoignage d'Hélène et André Pierlot.
4 Témoignage d'Hélène Grogard.
5 Témoignage d'Hélène et André Pierlot.
6 Témoignage de Louise Fassotte.

Un regard sur la guerre : l'exposition de Seda Gubacheva à la Cité Miroir

Par **Carmela Moretti**

Il y avait des livres sur la table de la bibliothèque George Orwell à la Cité Miroir, ce 14 janvier : *La bombe : de l'inutilité des bombardements aériens* ; *Tchéchénie, le déshonneur russe* ; *Guerres justes et injustes ...* titres très éloquentes qui poussent à la réflexion : À qui la guerre profite-t-elle ? À qui est-elle utile ? Y a-t-il vraiment des gagnants sur le champ de bataille ?

Ces sujets graves ont été abordés lors du vernissage de l'exposition « Une histoire, un sentiment » de l'artiste Seda Gubacheva, organisée par l'asbl « Territoires de la Mémoire ». Née en 1971 en Tchétchénie, l'artiste peintre a vécu deux terribles guerres dans son pays : de 1994 à 1996 et de 1999 à 2000.

L'exposition est un voyage émouvant dans les cruautés de la guerre, une traduction en peinture des moments marquants de la vie de l'artiste et de l'existence de millions de gens. La peur après le bombardement, l'angoisse d'un vieil homme et la solitude des mamans qui promènent leurs enfants sont parfaitement représentées par des coups de pinceau parfois tumultueux, d'autres fois très sinistres. Comme dans les tableaux de Munch, peintre de l'angoisse, le bleu et le rouge dominent : ce sont les couleurs du sang et de la nuit sombre.

« C'est mon histoire », a dit Seda Gubacheva, visiblement émue, « je la partage avec vous avec plaisir ».

L'exposition est accessible jusqu'au dimanche 21 février 2016. Du lundi au vendredi de 9h à 18h et les samedi et dimanche de 10h à 18h.



page trois

Aborde en classe le sujet des soldats tombés au combat, grâce à WWW.WARDEADREGISTER.BE



Belgian War Dead Register

Des membres de ma famille ou des habitants de ma région sont-ils tombés au combat pendant la Première Guerre mondiale ? Qui étaient-ils ? À quoi ressemblaient-ils ? Étaient-ils jeunes ou pas ? Que faisaient-ils avant la guerre ? Comment ont-ils été tués ? Et... où sont-ils enterrés ?

L'Institut des Vétérans a créé une base de données en ligne facile d'utilisation pour les enseignants et les élèves. Elle peut à la fois servir d'outil de travail en classe et d'outil de recherche. Elle permet de donner des leçons d'éducation à la mémoire avec un ton plus personnel et de rapprocher l'univers de la première guerre mondiale du vécu des écoliers.

Une plate-forme riche

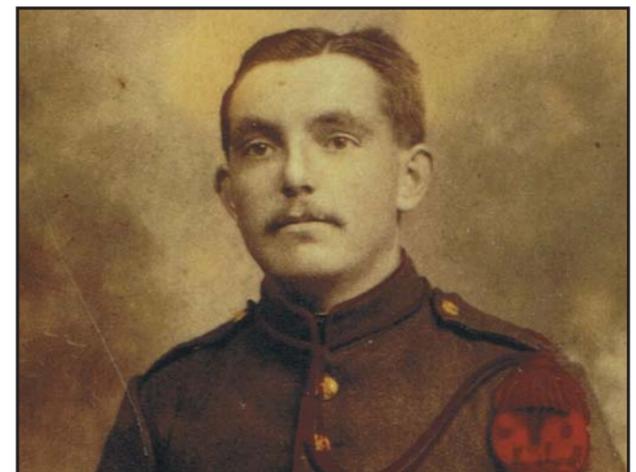
Le site Internet regroupe des données relatives à la vie civile et militaire de plus de 40.000 soldats belges tombés au combat pendant la Première Guerre mondiale. Chaque soldat possède sa propre page, on peut y trouver son domicile, son lieu de décès, le lieu où il repose et sa fiche originale provenant des archives du Service des Sépultures militaires de l'Institut. Une photo est associée à la page pour un grand nombre de soldats tombés au combat. À terme, l'Institut va enrichir le site de nouvelles informations sur les soldats tombés dans d'autres conflits, notamment celui de la Deuxième Guerre mondiale.

Inspiration pour des projets pédagogiques sur les soldats tombés au combat

Le War Dead Register permet de trouver de l'inspiration pour réaliser des projets en classe sur les soldats tombés au combat.

VISITE WWW.WARDEADREGISTER.BE

Tu as des questions ? Tu disposes d'informations supplémentaires au sujet des soldats tombés au combat ? Envoie un e-mail à wardeadregister@warveterans.be



Radicalisme : rencontre avec Jean Faniel et Olivier Starquit

Dans l'optique d'ouvrir la revue *Aide-mémoire* à plus d'échanges avec les citoyens, de permettre à ceux-ci de s'emparer davantage de cet outil, de s'y exprimer et de faire entendre leur voix, nous lançons cette année un dispositif de **rencontres thématiques**.

À chaque sortie de numéro, l'idée sera de rencontrer un ou plusieurs contributeurs pour prolonger leurs réflexions et surtout en lançant d'autres en favorisant la participation des lecteurs. Nous souhaitons en effet que la revue ne reste pas l'objet de ses auteurs et encourager de la sorte notre public à y contribuer par ses réflexions et pourquoi pas par un article.

Pour 2016, la thématique générale, le **radicalisme**, sera déclinée au fil des trois premiers numéros. Le présent numéro porte sur la redéfinition générale de ce

concept, de ses usages et mésusages langagiers, sans le cantonner à une sphère en particulier. Le numéro d'avril-juin portera quant à lui sur le radicalisme religieux en général et celui de juillet-septembre sur le radicalisme d'extrême droite. Nous réserverons le dernier numéro (octobre-décembre) aux échanges, réflexions et propositions développés au fil de l'année.

Nous vous proposons donc de nous rejoindre le jeudi 17 mars 2016 à 19h pour une première rencontre en présence de Jean Faniel et d'Olivier Starquit (espace rencontre de la Bibliothèque George Orwell à la Cité Miroir).

À en croire le discours médiatique ambiant, le mot radicalisme semble définitivement cantonné au contexte religieux, en particulier islamiste. Or, revenir aux définitions du mot et en dégager les usages permet d'opérer un rappel nécessaire sur son champ d'application, bien plus large en réalité, et de ne pas laisser son sens détourné par le discours dominant. L'examen de son utilisation dans d'autres contextes, qu'ils soient politiques, sociaux, militants ou religieux, permet de lui rendre son sens profond, son caractère radical en quelque sorte.

Démocratie et radicalisme

Entretien avec Jean Faniel, docteur en Sciences politiques et directeur du CRISP

Gaëlle Henrard : Pourriez-vous redéfinir le radicalisme, notamment en regard du contexte récent ? Que veut dire être radical aujourd'hui ?

Jean Faniel : À la fin du XIX^e siècle, le *Littre* précise plusieurs sens du mot « radical ». Deux ont ou peuvent avoir une dimension politique. Est radical ce qui, d'une part, « a rapport au principe, à l'essence, à la racine d'une chose » ou ce qui, d'autre part, « travaille à la réformation complète, absolue, de l'ordre politique dans le sens démocratique » (prenant l'exemple du parti radical français). Aujourd'hui, on peut reformuler cela en considérant que le radicalisme consiste *primo* à identifier la source de ce qu'on considère être un problème : le capitalisme pour la gauche radicale qui dénonce l'exploitation et les inégalités ; l'ouverture de la société, sa perte de pureté et la trahison des élites pour la droite radicale qui estime le peuple national maltraité ; l'éloignement des enseignements des textes saints pour les religieux radicaux (musulmans, chrétiens ou autres) qui jugent leur société décadente.

Secundo, le radicalisme peut être la volonté, non pas de remonter à la source mais, à l'inverse, de pousser à son terme la réforme que l'on juge nécessaire (ici, je ne reprendrais pas la précision du *Littre* car « dans le sens démocratique » ne prévaut pas nécessairement). Le radicalisme islamique, autrement dit l'islamisme, rencontre la première définition, mais il peut aussi correspondre à cette seconde, dans la mesure où son objectif proclamé est d'appliquer la charia sur un territoire de plus en plus vaste. Le communisme relève également de la seconde définition, même s'il n'est plus guère question, à l'heure actuelle, d'imposer une société sans classe. Les partis qui se proclament encore communistes sont surtout réduits à critiquer la société actuelle en esquissant un modèle alternatif à moyen, voire à long terme, là où l'islamisme a des perspectives immédiates de réussite de son projet, à tout le moins dans certains territoires.

Gaëlle Henrard : Comment ce terme est-il utilisé aujourd'hui et à quelles fins ?

Jean Faniel : Comme beaucoup de termes politiques, celui de radicalisme peut servir à plusieurs usages, très différents. Il peut être employé comme concept d'analyse, comme je viens de le faire. De cette manière, on ne juge pas le côté démocratique ou non d'un mouvement, on ne cherche pas à encenser l'un ou à condamner l'autre, pas plus qu'on ne met sur un même pied des idéaux ou des réflexions sur la société qui, quoique semblablement radicaux, sont très divergents ou carrément antagoniques (comme ceux de la gauche radicale, de la droite radicale et du radicalisme religieux, pour reprendre les éléments évoqués ci-avant). Ce terme peut aussi servir de moyen d'autodéfinition, délibérément employé par une force politique qui s'en revendique – repensons à la seconde définition du *Littre* au Parti des radicaux de gauche, ou même à l'expression « radicalement au centre » que Benoît Lutgen a tenté, en vain, d'imposer peu après son accession à la présidence du CDH en 2011. Enfin, ce terme peut aussi être mobilisé pour critiquer, pour dénoncer ou pour stigmatiser la position d'un adversaire politique – tel est clairement le cas actuellement lorsqu'on parle du radicalisme islamiste (l'utilisation de deux mots en -isme appuyant encore un peu plus l'opprobre).

Gaëlle Henrard : Que peut-on dire du paysage du radicalisme politique en Belgique francophone aujourd'hui ?

Jean Faniel : Si l'on met de côté la tentative peu concluante de B. Lutgen, on peut considérer qu'il existe plusieurs partis que l'on peut qualifier de radicaux, à gauche et à droite. En revanche, on ne peut pas vraiment parler d'activité partisane radicale à caractère religieux. Ainsi, les positions qu'affiche le parti Islam ne permettent guère de parler à son endroit de radicalisme¹. À gauche, les partis anticapitalistes me semblent correspondre à cette défini-

tion. On peut citer le Parti socialiste de lutte (PSL) ou la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Bien qu'il ait fait évoluer ses positions, notamment depuis l'élection de huit de ses candidats comme députés en 2014, le Parti du travail de Belgique (PTB) reste attaché à une transformation de la société rompant avec le système économique existant. Relevons que ces trois formations ont un caractère national, unitaire, un des éléments constitutifs de l'idéologie qui les anime étant la solidarité entre les travailleurs, au niveau national comme au niveau international.

À droite, le paysage des partis radicaux – qu'on peut qualifier aussi de partis d'extrême droite vu leur rejet profond de l'idée d'égalité entre les êtres humains – est très morcelé. Le Front national a éclaté en différentes formations, tandis que Nation pousse le plus loin la volonté de transformation de la société, préconisant, par exemple, la mise sur pied de milices armées de « défense civique » et la détention d'armes à feu par les « honnêtes gens », l'instauration de peines incompressibles ou la suppression des degrés d'appel en justice².

Gaëlle Henrard : On peut donc, selon vous, identifier des partis radicaux ailleurs qu'à gauche de l'échiquier politique...

Jean Faniel : Oui, si on s'en tient aux deux sens du terme radicalisme que j'ai précisés d'emblée, c'est parfaitement envisageable. Norberto Bobbio a mis en évidence que la ligne de démarcation entre la gauche et la droite est la valorisation par la première, et non par la seconde, de l'égalité³. L'extrême droite ou le radicalisme religieux récuse l'égalité, au moins entre certains types d'individus – les nationaux et les immigrés, les hommes et les femmes, les fidèles et les mécréants... On le voit, radicalisme et gauche ne vont donc pas forcément de pair. Inversement, toute une partie de la gauche actuelle échappe à la qualification de radicale puisqu'elle entend aménager le système existant et non en remettre en cause les fondements⁴.

Gaëlle Henrard : En dehors de partis définis comme tels, existe-t-il des mouvements ou forces politiques considérés comme radicaux et vis-à-vis de quoi ?

Jean Faniel : Dans le contexte actuel, on songe au radicalisme islamiste. Comme son nom l'indique, Sharia4Belgium, organisation dissoute il y a quelques années et dont plusieurs dirigeants ont été condamnés, entendait changer radicalement la société belge. Cet exemple permet d'identifier assez aisément un courant et des protagonistes. Il n'en va pas toujours de même car ce type de mouvement peut être moins structuré, moins identifiable, ou préférer agir dans la clandestinité, surtout s'il s'agit de commettre des actes illicites. On peut aussi regarder du côté de la droite radicale. Elle ne s'organise pas uniquement sur le plan partisan. Des groupes s'apparentant davantage à des milices ou à des bandes peuvent également relever du radicalisme organisé.

Enfin, on peut considérer comme radicales des organisations féministes qui dénoncent le patriarcat comme source de formes multiples d'oppression. Le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers monde (CADTM) voit dans le mécanisme de la dette un facteur fondamental de domination des peuples. Les mouvements d'aide aux sans-papiers considèrent que la fermeture des frontières est la cause non seulement de violations des droits de l'homme, mais aussi de la création d'une main-d'œuvre clandestine qui concurrence directement les conditions de travail et de rémunération des salariés réguliers. Ces mouvements ne prétendent pas nécessairement développer une analyse sur le fonctionnement de la société dans son ensemble, mais identifient un terrain de lutte qui leur semble primordial car il a des répercussions dans des domaines adjacents potentiellement nombreux. Résoudre à la racine le problème identifié (en abolissant le patriarcat, la dette...) est alors l'objectif poursuivi. Pour d'autres encore, dans des



domaines très divers également, le radicalisme s'exprime davantage dans les moyens de lutte employés : fauchage de champs où sont implantées des cultures d'organismes génétiquement modifiés, attaques par des groupes « pro-life » de centres pratiquant des interruptions volontaires de grossesse...

Gaëlle Henrard : Si on devait retracer une « évolution-type » d'un mouvement radical de sa naissance à son éventuelle récupération ou intégration dans un système, que pourrions-nous en dire ?

Jean Faniel : Les parcours peuvent être variés. Historiquement, beaucoup de partis et autres mouvements (syndicats, mutualités...) socialistes souhaitaient l'abolition du capitalisme et l'avènement d'une société sans classes ni exploitation de classe (ainsi en atteste la Charte de Quaregnon, adoptée en 1894 par le Parti ouvrier belge – POB). Progressivement, notamment au contact des institutions « bourgeoises » qu'elles dénonçaient, ces organisations se sont dé-radicalisées et intégrées au système existant, tout en le modifiant, parfois profondément (par exemple par la création de dispositifs de protection sociale, dont la sécurité sociale). D'autres partis conservent leur ligne radicale, parfois (mais pas toujours) en cherchant à adapter leur pratique et leur discours aux évolutions de la société. Ces évolutions peuvent engendrer des tensions internes susceptibles de causer des défections, des scissions ou des exclusions, la volonté des uns de maintenir une ligne « pure » ou originelle se heurtant aux modifications, de fond ou de forme, préconisées par les autres. L'exemple de Sharia4Belgium indique encore un autre cas de figure : le démantèlement par les autorités en raison des activités menées, illicites au regard du droit commun ou jugées carrément subversives. Un regard porté sur bon nombre de pays de la planète montre que, lorsque ce cas de figure touche une dictature, travailler « à la réformation complète, absolue, de l'ordre politique dans le sens démocratique » (et ici, je reprends les quatre derniers mots que j'avais laissés de côté au début de cet entretien) peut représenter un acte de militantisme radical, passible de sanctions lourdes, voire capitales.

1 Julien DOHET *et al.*, « Les partis sans représentation parlementaire fédérale », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2206-2207, 2014, p. 98.

2 *Ibid.*, p. 63.

3 Norberto BOBBIO, *Droite et gauche*, Paris, Seuil, 1996 (1994 pour l'édition originale en italien).

4 Jean FANIEL, « La gauche en Belgique. Une étoile polaire, deux clivages, beaucoup de partis », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 25 mars 2014, www.crisp.be.

De la radicalité de la démocratie : conflit et agonistique

Par **Gaëlle Henrard**

Retour et réflexion sur une rencontre de la revue Aide-mémoire à la Foire du Livre politique de Liège le samedi 7 novembre 2015

En programmation de la Foire du Livre politique de Liège, nous avons annoncé une rencontre avec Jacques Généreux pour faire suite à notre numéro précédent sur le thème de la démocratie et de la gouvernance économique. Notre invité n'ayant pu être présent, nous avons proposé un échange sur ce même thème avec trois contributeurs de la revue. L'idée de cette rencontre était de faire émerger la discussion hors des pages d'Aide-mémoire, de l'ouvrir aux lecteurs potentiels et de manière générale à tout citoyen présent. Notre souhait est de renouveler ce type de dispositif pour faire de la revue un véritable outil d'échange, un outil à manipuler et à s'approprié collectivement. Petit retour donc sur cette rencontre animée par Julien Paulus, en présence d'Olivier Starquit, de Gilles Rahier et de Steve Bottacin pour une réflexion sur nos démocraties et leur radicalité potentielle.

Inaliénabilité vs violation des traités

Pour rappel, le fil rouge du numéro précédent et de cette rencontre était la phrase prononcée par Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, en janvier 2015 au lendemain des résultats des élections législatives en Grèce qui avaient porté Syriza au pouvoir : « Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens déjà ratifiés », avançait-il dans une interview accordée au Figaro. Si d'aucuns ont pu se demander si cette phrase était accidentelle, si elle avait échappé à son auteur, Steve Bottacin prête en revanche à celui-ci des intentions claires et assumées. Loin d'être le résultat d'une improvisation, elle reflète bien, selon lui, une communication parfaitement maîtrisée, communication destinée d'une part aux citoyens européens, a fortiori grecs à l'époque, mais aussi aux pairs de Monsieur Juncker, opérateurs des marchés financiers et négociateurs du Traité transatlantique afin qu'ils ne s'inquiètent pas pour leurs arrangements financiers face à tout éventuel sursaut démocratique. Et Steve Bottacin de nous rappeler que ce genre de propos n'avait rien d'inédit comme en témoigne, entre autres, une interview de Jean-Pierre Raffarin dans le cadre de la campagne Sarkozy-Hollande de 2011 à propos d'une question sur la rigueur à laquelle l'ex-Premier ministre français répondait très pédagogiquement et calmement que, si auparavant l'élection dépendait d'un seul facteur, en l'occurrence l'avis des électeurs, désormais, elle dépendait de deux facteurs, l'avis des électeurs et l'avis des prêteurs.

L'inaliénabilité des traités européens donc... Sorte d'effet de cliquet pointé par Paul Jorion comme nous le rappelait également Steve Bottacin : une fois passées certaines étapes, il deviendrait impossible de revenir en arrière et donc de désactiver le cliquet enclenché de l'engrenage, qu'il s'agisse d'habitudes, de comportements, de prix ou de décisions politiques. Face à une telle situation, Jacques Généreux ne proposait alors rien d'autre que de « violer les traités » : « Dans cette logique-là [celle des négociations dans le cadre de l'Union européenne] vous attendez que les autres soient d'accord avec vous pour qu'il puisse se passer quelque chose. Donc, il ne se passe rien car nous sommes dans un système où il faut une unanimité pour engager réellement et sérieusement un quelconque pro-

jet de réforme. Cette unanimité n'existe pas et donc il ne se passera jamais rien. L'Union européenne et la zone euro ne seront jamais réformées démocratiquement. Elles ne seront réformées qu'au moment où elles s'effondreront dans la prochaine crise. Donc le seul moyen qu'il y a pour déclencher ces fameuses négociations, le fameux choc qui va permettre de faire qu'enfin on soit bien obligés de changer quelque chose, c'est qu'un grand pays, par exemple la France, décide de désobéir *radicalement* [nous soulignons nldr] et unilatéralement aux traités européens¹. »

De quelles alternatives démocratiques parle-t-on ?

Parti « à la recherche du mode d'action perdu² », Olivier Starquit a fait le constat du caractère insaisissable et protéiforme de l'adversaire et par conséquent du caractère « suranné » de nos modes d'action et de nos stratégies. Si cette affirmation s'avère pessimiste, elle dénote surtout pour lui une exaspération par rapport à nos modes d'action actuels. Il exhorte à une véritable réflexion sur nos stratégies de lutte et sur les outils pour les mener. Que reste-t-il en effet de la pertinence et de l'éventuelle efficacité à marquer son opposition à un gouvernement par une manifestation et de demander un entretien avec le représentant de tel ou tel ministère alors qu'on sait qu'un certain nombre de décisions cruciales les dépassent puisqu'elles sont prises par la Commission européenne ou la FEB pour ne citer qu'elles ? Cela a-t-il encore du sens de cibler comme ennemis nos gouvernements ? S'il n'est pas question de diminuer ou de lisser les actions, il serait en revanche urgent de mieux les cibler.

Autre outil qui semble faire défaut : le référendum. Gilles Rahier³ a pu constater l'affaiblissement du système référendaire qui aurait pourtant pu apparaître comme un bon complément à nos démocraties représentatives. Au passage, il rappelle l'outil de promotion des traités européens qu'il a longtemps constitué. Or, force est de constater que cette alternative démocratique n'est plus à même de remplir son rôle de vecteur démocratique, ou peut-être faudrait-il dire qu'on ne lui en laisse pas ou plus la latitude. Dans le cadre européen en l'occurrence, le cas de la Grèce nous l'a encore rappelé. Concernant le TTIP, 12 pays de l'Union européenne ont le droit de réclamer un référendum, chose que la Commission européenne est actuellement très loin d'appuyer. Par ailleurs, lorsqu'il est utilisé, le référendum prend souvent la forme d'un plébiscite à l'appui d'une proposition, d'une politique menée par nos représentants.

En termes de participation, une réflexion intéressante a aussi été lancée par un participant à la discussion sur le caractère peu mobilisateur, malgré la gravité de certains enjeux comme le TTIP, de discours considérés par un grand nombre comme trop radicaux⁴ et par là soit inaudibles, soit effrayants parce que perçus comme extrêmes. Or, revenir au caractère radical de la démocratie consiste peut-être à défendre d'abord les institutions démocratiques existantes mais en rendant à cet existant la vigueur de sa racine. Dans une perspective à long terme et non de renversement immédiat du rapport de force, ce ne serait pas avec un discours sur le tirage au sort, la démocratie participative ou le mandat impératif au lieu du représentatif qu'on rallierait des forces mais plutôt en se positionnant sur « un axe central où se situe la menace de ces traités de libre échange qui vont imposer même aux États de se plier aux diktats de la finance ». Cet axe ne serait autre que la protection de la démocratie représentative, si imparfaite soit-elle, des parlements et même des gouvernements nationaux dont le pouvoir est pour le moins menacé. Il faudrait en quelques sortes « penser, au niveau tactique, à faire des matchs de repos et à établir un rapport de force favorable au changement et cela passe[rait] par la défense de ce que nous sommes en train de perdre jour après jour ».

Une autre place pour le conflit ?

Il nous semble intéressant de revoir ces différentes propositions à la lumière des thèses de la philosophe politique belge Chantal Mouffe et d'Ernesto Laclau, thèses qui allaient marquer les révolutions institutionnelles sud-américaines. En effet, dans un livre paru en 2015⁵, Chantal Mouffe expose son travail sur la démocratie radicale à travers la théorie de l'agonistique⁶. Critiquant la démocratie délibérative et libérale, qui ne travaillerait que dans le sens d'un consensus trop rationnel, elle lui oppose une démocratie agonistique qui remettrait au centre du jeu politique la notion de conflit. Pour les partisans de ce système en effet, « la démocratie délibérative fait reposer la légitimité et/ou la justice d'une décision sur la qualité de la discussion qui la précède ; celle-ci doit avoir été marquée par la seule prévalence des meilleurs arguments⁷ ». Dans un tel système, la participation doit donc respecter des critères de rationalité avec pour objectif la recherche d'un consensus que Chantal Mouffe perçoit comme formel et dépassionné, en somme comme une erreur.

Celle-ci défend a contrario l'idée que « les questions proprement politiques impliquent toujours des décisions qui exigent de faire un choix entre des alternatives qui sont indécidables d'un point de vue strictement rationnel⁸ ». Par ailleurs, les défenseurs de la démocratie agonistique ne croient pas à la possibilité d'un tel consensus, « même minimal et limité aux procédures et/ou aux principes fondamentaux, et surtout que l'établissement d'un tel consensus puisse être désirable : la participation restera et devra rester radicalement conflictuelle, mettant sans cesse en question les principes mêmes sur lesquels le consensus pouvait sembler s'être fait. L'horizon proposé par la démocratie agonistique est celui d'un déplacement perpétuel du conflit, à mesure que les identités politiques et les luttes hégémoniques changent de frontière et de forme⁹ ». Il s'agirait donc de faire éclater les cadres de la démocratie délibérative hégémonique et de rendre possible et légitime le conflit « sur le type de voix qu'on peut entendre, les formes argumentatives qu'on peut accepter, le type de problèmes qu'on peut traiter¹⁰ ». Chantal Mouffe fait en effet le constat que la théorie libérale se trouve « incapable de rendre compte du caractère inéluctablement conflictuel du pluralisme¹¹ ». Cette logique agonistique apporte un éclairage intéressant aux propos de Jacques Généreux rapportés ci-dessus.

C'est aussi pourquoi la philosophe caractérise les passions comme un moteur politique et appelle à ne pas les exclure du champ décisionnel mais au contraire à articuler cette dimension affective des conflits en termes institutionnels. Cette façon d'accueillir le conflit en le légitimant permettrait en outre d'éviter qu'il ne dégénère en antagonisme indépassable et menaçant pour la démocratie pluraliste. Ce qui éviterait peut-être de devoir s'excuser d'être radical¹².



1 Entretien de Jacques Généreux par Hubert Huertas et Martine Orange, pour « Objections » l'émission politique de Mediapart, 24 octobre 2014, <http://www.mediapart.fr/journal/economie/241014/jacques-generoux-parti-de-gauche-il-faut-violer-les-traites-europeens>.

2 Olivier STARQUIT, « À la recherche du mode d'action perdu », in *Aide-mémoire* n°74 d'octobre-décembre 2015, p.10.

3 Gilles RAHIER, « Le référendum : une voie démocratique instrumentalisée ? », in *Aide-mémoire* n°74 d'octobre-décembre 2015, pp.1 et 6-7.

4 Si on suit la seconde acception du terme rappelée par Jean Faniel dans l'entretien ci-contre : « qui travaille à la réformation complète, absolue, de l'ordre politique dans le sens démocratique ».

5 Chantal MOUFFE, *Agonistique. Penser politiquement le monde*, Paris, éd. Beaux-Arts de Paris, 2015.

6 Terme formé sur le grec ancien *agôn* : concours ou conflit organisé principalement dans le domaine sportif (les Jeux olympiques par exemple comportaient des *agôn* sportifs) mais aussi dans le domaine de la joute oratoire.

7 Samuel HAYAT, « Démocratie agonistique », in Ilaria CASILLO (et alii), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013, ISSN : 2268-5863. URL : <http://www.dicopart.fr/fr/dico/democratie-agonistique>, page consultée à la date du 07/01/2016.

8 Chantal MOUFFE, « Politique et agonisme », in *Rue Descartes* 2010/1 (n° 67), pp. 18-24. DOI 10.3917/rdes.067.0018, <http://www.cairn.info/revue-rue-descartes-2010-1-page-18.htm>, page consultée à la date du 06/01/2016.

9 Samuel HAYAT, *op. cit.*

10 *Ibidem*.

11 *Ibidem*.

12 Petit clin d'œil à l'intervention d'Olivier Starquit à la Foire du livre politique : « On est presque obligés de s'excuser d'être radical de nos jours, alors qu'on ne l'est pas. »



Ainsi cette manchette du quotidien vespéral du 22 décembre : « Les électeurs radicaux ont-ils pris le pouvoir¹ ? » voire celle du 11 janvier : « Radicalisme : Milquet appelle à unir les forces² ». Car il faut « déradicaliser », pour employer ce néologisme qui lui aussi fait florès. Mais finalement, qu'est-ce qui est radical ? Qui sont les radicaux ? Comme le souligne Renaud Maes, « plus que ce que la lutte contre la radicalisation dit, ce qui mérite d'être soulevé c'est ce qu'elle ne dit pas³ ». Ainsi, une définition en creux du citoyen non radical, normal, serait-on tenté de dire, tend à indiquer qu'il n'est pas musulman, immigré et qu'il accepte sa position sociale, pour se concentrer uniquement sur le champ social. « Le problème n'est donc pas l'existence d'inégalités sociales mais le fait que certaines couches de la population puissent les trouver problématiques⁴ ». Et c'est ainsi que l'on constate dans le monde politique une farouche tendance à faire un amalgame entre les tenants d'une position radicale au sens premier du terme (soit celles et ceux qui souhaitent prendre le mal à la racine et qui visent donc à agir sur les causes profondes des phénomènes qu'ils souhaitent modifier) et les extrémistes.

Et en effet, c'est bien connu, tout ce qui est excessif est insignifiant et toute vision alternative se voit ainsi disqualifiée et partant, toute capacité d'action collective se voit ainsi neutralisée (tout lien avec la disqualification du légitime combat actuel des cheminots est tout sauf fortuit). Cette disqualification par l'hyperbole qui se traduit indubitablement et inlassablement par l'exacerbation disproportionnée du moindre acte de contestation nous incite à lever le paradoxe suivant : « Cette tendance à la criminalisation de la contestation n'est-elle pas le symptôme d'une démocratie fébrile ou frileuse, crispée, peu sûre d'elle et en manque de perspective ? Pourquoi un système démocratique construit à coups de luttes et de contestation a-t-il si peur des luttes et des contestations actuelles⁵ ? »

Quoiqu'il en soit, elle favorise et promeut une véritable révolution anesthésiante, une propension à penser mou sous la férule de la gouvernance. Ce qu'Alain Deneault

développe dans son dernier opus⁶ : « Sans surprise, c'est le milieu, le centre, le moyen qui dominent la pensée politique. Les différences entre les discours des uns et des autres sont minimes, les symboles plus que les fondements divergent, dans une apparence de discord. Les "mesures équilibrées", "juste milieu", ou "compromis" sont érigés en notions fétiches. C'est l'ordre politique de l'extrême centre dont la position correspond moins à un point sur l'axe gauche-droite qu'à la disparition de cet axe au profit d'une seule approche et d'une seule logique.⁷ »

Et dans ce cadre, la gouvernance est et reste la pièce maîtresse, le pivot autour duquel tout gravite : sous couvert de saine gestion des institutions publiques, l'action politique a été réduite à la gestion, est devenue une technique qui doit apporter une solution à un problème qui surgit (ce que les manuels de management appellent le « *problem solving* »). Mais cette intervention purement technique se passe de toute réflexion de long terme, fondée sur des principes, de toute vision politique du monde publiquement débattue. Et c'est ainsi que nous assistons à « la transformation de la politique en culture de la gestion. L'abandon progressif des grands principes, des orientations et de la cohérence au profit d'une approche circonstancielle, où n'intervient plus que des « partenaires » sur des projets bien précis sans qu'intervienne la notion de bien commun. »⁸ Et il est particulièrement important dans un tel environnement de disqualifier toute position alternative, un tant soit peu divergente. En somme, dans ce monde merveilleux de la gestion sous l'égide de la gouvernance et de la société de consommation, les représentants politiques sont sommés (et obtiennent volontiers dans la plupart des cas) de s'adresser à des tubes digestifs. Priés d'avalier et d'avalier encore alors que l'essor marchand les essore.

Quiconque est favorable et agit dans le sens d'un monde figé n'a nul intérêt à voir une personne s'en prendre aux racines de ce monde, le secouer et lui apporter le remède approprié.

La lutte contre le terrorisme comme roue de secours

Et si malgré tout, la douce musique paralysante et anesthésiante de la gestion ne suffit pas à endormir, il est possible de passer au niveau 4. Indépendamment de la dangerosité réelle des velléités terroristes qui secouent le royaume de Belgique, force est de constater que le couplet répression, surveillance et militarisation de l'espace public permet, par l'ampleur médiatique et la chape de plomb qu'il induit, de mettre aussi et tout autant sous l'éteignoir toute approche radicale.

Ainsi, sous couvert de niveau 4 en Belgique ou de promulgation de l'état d'urgence en France, nous assistons à une poursuite et à un approfondissement du changement de régime, à une transformation radicale du modèle étatique. Nous quittons les rives de l'État de droit pour voguer vers « quelque chose qu'il faut, d'ores et déjà, appeler État de sécurité (« *Security State* », comme disent les politologues américains)⁹ », et cette transformation, encore plus que la gouvernance et la gestion, induit un « changement du statut politique des citoyens et du peuple, qui était censé être le titulaire de la souveraineté. Dans l'État de sécurité, on voit se produire une tendance irrépressible vers ce qu'il faut bien appeler une dépolitisation progressive des citoyens... Par la dépolitisation progressive du citoyen, devenu en quelque sorte un terroriste en puissance, l'État de sécurité sort enfin du domaine connu de la politique, pour se diriger vers une zone incertaine, où le public et le privé se confondent, et dont on a du mal à définir les frontières¹⁰ ».

La question de Lénine : face à ces constats que faire ? Comment résister à la médiocratie ?

Pour éviter d'être confronté à une langue qui ne signifie plus rien et qui permet de ne plus rien dire (le spectre de 1984 ressurgit soudainement), il semble évident qu'une

D'un autre côté, une vision radicale peut également s'immiscer dans un courant de pensée ou une religion institutionnalisée. Alors qu'aujourd'hui l'on parle constamment de radicalisme dans les religions monothéistes, en particulier chez les musulmans, il est aussi important de déconstruire ce concept et de compléter cette approche, ainsi que de rappeler certains autres courants radicaux qui ont traversé l'histoire religieuse. Durant la Guerre froide, un mouvement de prêtres de l'Église catholique s'opposera à sa hiérarchie, en développant et en soutenant ouvertement les revendications des communautés de la classe populaire extrêmement pauvre d'Amérique Latine, avant de se diffuser dans le monde entier.

L'opposition entre la vie terrestre et l'au-delà

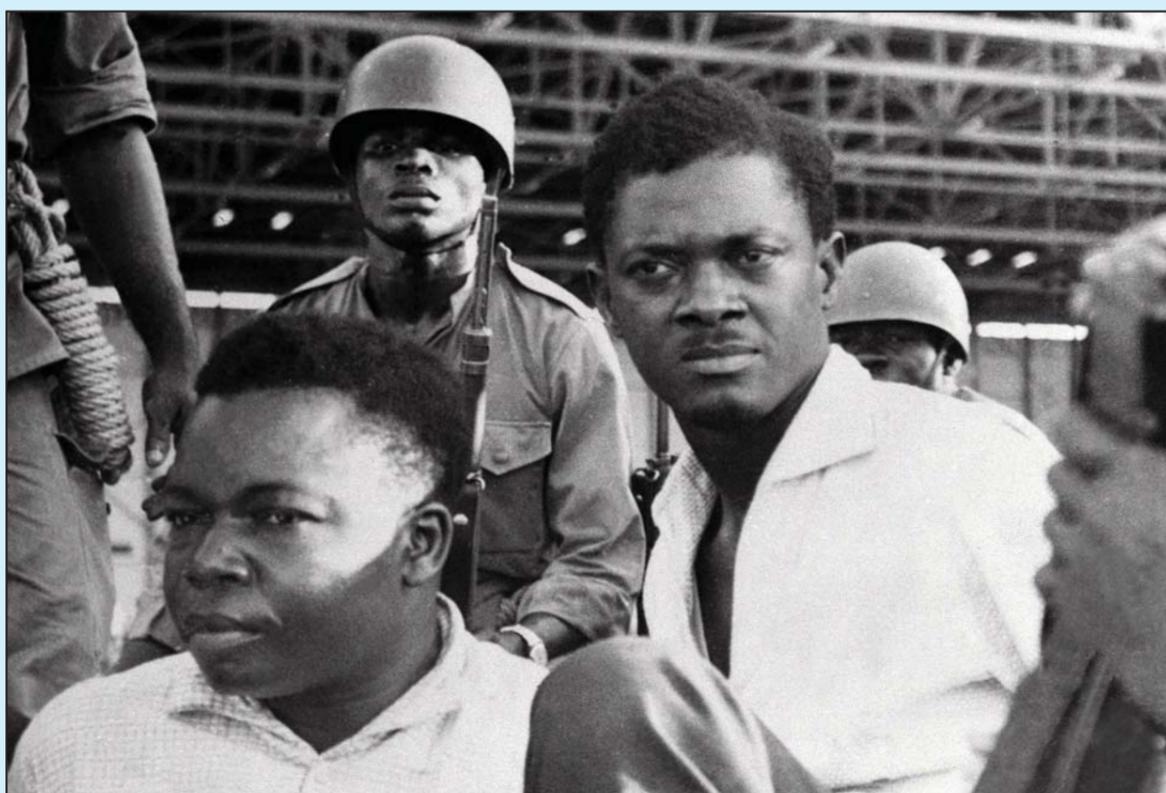
Historiquement, l'Église catholique, l'institution dominante du christianisme, a toujours consacré une partie de son pouvoir au maintien de la situation sociale établie, tout en développant, pour contrôler les pauvres, les concepts de charité ou d'aumône. Le pape Jean XXIII, dans son Encyclique *Mater et Magistra*, illustre le souhait de ne pas s'installer dans les conflits terrestres, notamment durant la Guerre froide, et de ne pas s'orienter officiellement dans l'opposition entre le marxisme et le libéralisme car ces derniers détournent l'homme de Dieu : « *L'aspect le plus sinistrement typique de notre époque moderne se trouve dans la tentative absurde de vouloir bâtir un ordre temporel*

solide et fécond en dehors de Dieu, unique fondement sur lequel il puisse substituer, et de vouloir proclamer la grandeur de l'homme en le coupant de la source dont cette grandeur jaillit et où elle s'alimente ; en réprimant, et si possible en éteignant, ses aspirations vers Dieu² ». Tout au long du XXe siècle, l'Église garde cette ligne directrice philosophique et théologique de la non intervention dans les affaires politiques, économiques et sociales (en tout cas publiquement).

N'oublions pas l'importance, au sein des religions monothéistes, de l'au-delà, de la vie après la mort, quintessence de la vie misérable que l'on mène sur la terre. Comme nous le rappelle (radicalement) Michel Onfray, « les trois religions monothéistes invitent à renoncer au vivant ici et maintenant sous prétexte qu'il faut un jour y consentir : elles vantent un au-delà (fictif) pour empêcher de jouir pleinement de l'ici-bas (réel)³ ». Si l'important se trouve dans cette deuxième vie, il ne sert à rien de changer l'ordre établi sur terre. D'un point de vue marxiste, on peut aussi analyser cette posture comme une manière d'affirmer et de maintenir son pouvoir temporel sur les masses, en affirmant que leur souffrance présente n'a pas d'importance par rapport à leur vie future magnifiée. Tout en appuyant des mouvements d'aide aux plus pauvres (Action catholique par exemple) et de charité, l'Église catholique continue de défendre le maintien de la condition terrestre des plus pauvres comme faisant partie d'un système en place. Un parallèle peut être fait avec le colonialisme occidental du XIXe siècle ; le paternalisme définit un mode de fonctionnement où les dominants acceptent de protéger et d'éduquer, pourvu que les dominés restent dociles et soumis.

La théologie de la libération en Amérique latine⁴

Ce mouvement de pensée est né durant les années 60, à partir du Concile de Vatican II (1963), au sein de l'Église latino-américaine. Le concept provient du prêtre péruvien Gustavo Gutiérrez, dans son livre *Teología de la*



Patrice Lumumba peu avant son assassinat

des premières tâches essentielles à accomplir est celle visant à « rendre aux mots leur sens fort, polémique. Raviver ceux qui ont été enfermés dans les prisons idéologiques parce qu'ils n'auraient pas été "politiquement corrects". Un travail d'Hercule qui semble presque impossible à gagner, tant le populisme fleurit et croît dans l'excès, tant il se nourrit de la dislocation du langage et de la pensée, tant les responsables politiques "traditionnels" sont enfermés, de leur côté, dans un jargon et une rhétorique creuse dont ils ne perçoivent même plus qu'ils ne veulent et ne peuvent plus rien signifier. Et, partant, qu'ils sont impuissants à mener la moindre action concrète sur le réel¹¹. »

« Il s'agit de s'affranchir de l'état de tutelle dont nous sommes nous-mêmes responsables »

Dans ce cadre-là, l'espoir est de mise au vu des nombreuses initiatives qui se font jour (de la boîte à outils de l'asbl Philocité au jeu des Dicomenteurs¹² en passant par les ateliers novlangue¹³). La lucidité gagne du terrain. Il semble de plus en plus impérieux que « le sens doit gouverner le choix des mots et non l'inverse. Conserver au langage son maximum d'expressivité, de concrétude, de précision et surtout de sens du commun fait partie du projet des Lumières.¹⁴ »

Ainsi, outre le refus de parvenir et de participer à cette révolution anesthésiante, il est également et plus que jamais prépondérant et essentiel de « revenir à la culture et aux références intellectuelles (...). Si on se remet à lire, à penser, à affirmer la valeur de concepts aujourd'hui balayés comme s'ils étaient insignifiants, si on réinjecte du sens là où il n'y en a plus, quitte à être marginal, on avance politiquement. Ce n'est pas un hasard si le langage lui-même est aujourd'hui attaqué. Rétablissons-le.¹⁵ »

Car, pour paraphraser Emmanuel Kant et sa définition des Lumières, il s'agit de s'affranchir de l'état de tutelle dont

nous sommes nous-mêmes responsables : « On est soi-même responsable de cet état de tutelle quand la cause tient non pas à une insuffisance de l'entendement mais à une insuffisance de la résolution et du courage de s'en servir sans la conduite d'un autre¹⁶. »

Pour le dire autrement, « toutes les solutions techniques finiront par échouer si nous ne parvenons pas à retrouver la confiance et les ambitions d'une démocratie véritable. C'est-à-dire une démocratie qui ne se contente pas des règles formelles, favorables au commerce, à l'individualisme et à l'hédonisme de masse, mais une démocratie qui se revendique de la force des idées. **Radicale-**

ment. Des idées mises en acte dans des pratiques politiques, culturelles, sociales, éducatives, de justice et de soin. Des idées et des pratiques aux antipodes de cette humiliation collective que partagent aujourd'hui les victimes et leurs bourreaux, dans une société où la valeur est réduite au prix, où la cupidité gouverne au mépris des idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité.¹⁷ »

Olivier Starquit

liberación (1971). À partir de la constatation sociale des inégalités socioéconomiques présentes sur le continent, les tenants de ce courant choisissent délibérément de soutenir le côté des pauvres, justifiant cette prise de position par l'exemple du Christ. Ils proclament alors le devoir moral et éthique de l'Église de se positionner dans cette lutte, du côté du peuple. De fait, ils prônent une « conversion de classe » personnelle et vivront donc dans des communautés chrétiennes pour un engagement solidaire. Ils défendent une médiation de l'action, pour aider les pauvres à en finir avec l'oppression, mais toujours en accord avec le plan de Dieu.

La théologie de la libération s'oppose ainsi à la doctrine dominante au sein de l'Église catholique (que nous avons vue plus haut) et propose un projet de libération des populations opprimées, projet purement terrestre et matérialiste. De fait, ces ecclésiastiques considèrent que la hiérarchie de l'Église est dans l'erreur car elle appartient elle-même à la classe dominante et participe à la reproduction des inégalités sociales. Ils pensent alors aux relations horizontales, jugeant que l'élaboration d'une stratégie doit venir des pauvres eux-mêmes : « Dans la libération, les opprimés s'unissent, amorcent un processus de conscientisation, découvrent les causes de leur oppression, organisent leurs mouvements et articulent leurs actions⁵ ».

Le prêtre brésilien Leonardo Boff⁶ est un de ses représentants les plus radicaux. Il définit la théologie de la libération comme suit : « Toute véritable théologie naît d'une spiritualité, c'est-à-dire d'une rencontre profonde avec Dieu survenant dans l'histoire. La théologie de la libération, elle, a trouvé sa source dans la foi confrontée à l'injustice infligée aux pauvres. On ne parle pas ici du pauvre individuel, de celui qui frappe à la porte et demande l'aumône. Le pauvre auquel nous nous référons désigne un terme collectif, ce sont les classes populaires, qui englobent beaucoup plus que le seul prolétariat étudié par Karl Marx [...] : ce sont les ouvriers exploités dans le système capitaliste ; ce sont les victimes du sous-emploi, les marginalisés du système de production [...] ; ce sont les paysans⁷ ».

Souvent influencés par les idées marxistes⁸, les théologiens de la libération s'opposent aussi souvent à l'impérialisme

et au capitalisme exercés par les États nationaux. De fait, une relecture du christianisme et des textes sacrés sur base d'une grille d'analyse marxiste permet à certains d'associer le pauvre de la Bible au prolétariat du XXe siècle. Continent à majorité catholique, l'Amérique latine devient le lieu d'affrontement entre les deux doctrines de l'époque et un espace de prise de position politique des autorités religieuses.

À l'intérieur de l'Église catholique, on trouvait bien sûr des mouvements progressistes (appelés « assistentialistes » et « réformistes » par les théologiens de la libération), actifs notamment lors du développement du mouvement ouvrier en Europe, mais « une telle stratégie [...] fait du pauvre un objet de charité, jamais un sujet de sa propre libération [...] On ne perçoit pas qu'il est un opprimé, rendu pauvre par d'autres [...] L'assistentialisme engendre toujours la dépendance des pauvres : ils restent suspendus aux aides et aux décisions d'autrui, incapables de devenir sujet de leur libération⁹ ».

À côté de cette pensée théologique, les prêtres développeront un mouvement sociopolitique qui aura une grande résonance en Amérique latine, prônant la libération des peuples opprimés contre le système en place. Ils se retrouveront souvent opposés aux régimes dictatoriaux et militaires du continent et, dans certains cas, mourront avec leurs fidèles. De fait, ils utiliseront comme base la « communauté », qui devient l'instance fondamentale et la seule autorité à interpréter la foi, à la place de l'Église catholique.

Les critiques de l'Église : marxisme et radicalisme

Les autorités romaines considèrent qu'une classe d'intellectuels, formée à l'occidentale, imposait une nouvelle idéologie mêlant marxisme et religion. Ils estimèrent que ce mouvement d'émancipation populaire ne venait pas du peuple lui-même mais de ces intellectuels, menant un néocolonialisme influencé par l'internationale communiste pour conquérir les masses chrétiennes du continent (sic). Il y avait en effet une peur permanente d'une part de l'influence marxiste dans l'idéologie chrétienne et d'autre part de l'attribution de sens politique aux textes religieux.

- 1 Mathieu COLINET, « Les électeurs radicaux ont-ils pris le pouvoir ? », in *Le Soir* du 22 décembre 2015, p.17.
- 2 Martine DUBUISSON, « Radicalisme : Milquet appelle à unir les forces », in *Le Soir* du 11 janvier 2016, p.8.
- 3 Renaud MAES, « Radicalisation et démission politique », in *Echos* n° 89, Bruxelles Laïque, 2e trimestre 2015, p.33.
- 4 *Ibidem*.
- 5 Mathieu BIETLOT et Fabrice VAN REYEMENANT, « Le syndrome d'une démocratie frileuse », in *Echos* n° 84, Bruxelles Laïque, 1er trimestre 2014, p.8.
- 6 Alain DENEULT, *La médiocratie*, Montréal, Lux, 2015.
- 7 Alain DENEULT, « En politique comme dans les entreprises, les médiocres ont pris le pouvoir », entretien par Michel ABESCAT, in *Télérama* du 7 décembre 2015, <http://www.telerama.fr/idees/en-politique-comme-dans-les-entreprises-les-mediocres-ont-pris-le-pouvoir,135205.php#5QgSZHfLj23kDYri.01>.
- 8 Mathieu DEJEAN, « Comment les médiocres ont pris le pouvoir », in *Les inrockuptibles*, 1er décembre 2015, <http://www.lesinrocks.com/2015/12/01/actualite/comment-les-m%C3%A9diocres-ont-pris-le-pouvoir-11791161/>.
- 9 Giorgio AGAMBEN, « De l'État de droit à l'État de sécurité », in *Le Monde*, 23 décembre 2015, http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/12/23/de-l-etat-de-droit-a-l-etat-de-securite_4836816_3232.html.
- 10 *Ibidem*.
- 11 Vincent ENGEL, « Le Pen, Sarkozy, Trump, fossoyeurs des mots », in *Le Soir* (en ligne), 13 décembre 2015, <http://www.lesoir.be/1067022/article/debats/chroniques/2015-12-11/pen-sarkozy-et-trump-fossoyeurs-des-mots>.
- 12 Organisé par les Équipes populaires dans le cadre de leur campagne « Démasquons les mots qui mentent », <http://www.equipespopulaires.be/spip.php?rubrique19>.
- 13 Ateliers organisés par les JOC, <http://www.equipespopulaires.be/spip.php?rubrique19>.
- 14 Renaud GARCIA, *Le désert de la critique. Déconstruction et politique*, Paris, L'Echappée, 2015, p.72.
- 15 Alain DENEULT, « En politique comme dans les entreprises, les médiocres ont pris le pouvoir », *op. cit.*
- 16 Emmanuel KANT, « Qu'est-ce que les Lumières ? », cité dans Renaud GARCIA, *op. cit.*
- 17 Roland GORI, « Les ambitions d'une démocratie véritable », in *L'Humanité*, 18 novembre 2015, <http://www.humanite.fr/les-ambitions-dune-democratie-veritable-590152>. Le gras et l'italique sont de l'auteur.

Depuis sa création, les relations entre les mouvements de libération et le Saint-Siège sont tendues. La Congrégation pour la doctrine de la foi, commission menée alors par le cardinal Ratzinger, futur Benoît XVI, formulera une « mise en garde » contre la présence trop importante de la pensée marxiste dans la théologie de la libération. La Congrégation mettra en cause notamment Gutiérrez et Boff, dont les thèses seront déclarées « insoutenables » et comme mettant « en péril la sainte doctrine de la foi¹⁰ ».

À partir des années 80, Jean-Paul II continue d'attaquer la théologie de la libération en appuyant les nominations d'évêques conservateurs sur le continent, diminuant ainsi l'influence de celle-ci. Les évêques, figures de proue des mouvements sociaux, sont continuellement mis au ban et questionnés sur leurs positions et l'aide qu'ils apportent aux pauvres.

Gilles Rahier

- 1 David VAN REYBROUCK, *Congo*, Paris, Actes Sud, 2012, p.354.
- 2 Cité d'après Jean-Luc CHABOT, *La doctrine sociale de l'Église*, Paris, Presses Universitaires de France, 1989, p.117.
- 3 Michel ONFRAY, *Traité d'athéologie*, Paris, Livre de Poche, 2006, p. 102.
- 4 On devrait plutôt parler des théologies de la libération. Nous n'aborderons dans cet article que les prémices sur le continent américain. Pour le développement sur d'autres continents et dans d'autres religions, voir *Théologies de la libération*, Paris-Montréal, Centre Tricontinental/L'Harmattan, 2000.
- 5 Leonardo BOFF et Clodovis BOFF, *Qu'est-ce que la théologie de la libération ?*, Paris, Éditions du Cerf, Paris, 1987, p.18.
- 6 L'Église lui interdira de parler publiquement après la publication d'un de ses livres, pour ses thèses marxistes et ses critiques sur la structure de l'Église. Il choisira de redevenir laïc en 1992.
- 7 Leonardo BOFF et Clodovis BOFF, *op. cit.*, p.16.
- 8 Même si la majorité rejette cette filiation, préférant prôner la libération des peuples.
- 9 Leonardo BOFF et Clodovis BOFF, *op. cit.*, p.17.
- 10 Charles ANTOINE, *Guerre froide et Église catholique*, Paris, Éditions du Cerf, 1998, p.293.



Scott Walker : du crooner dérangeant au guerrier sonore (1^{ère} partie)

par Raphaël Schraepen



Scott Walker est un phénomène de la musique de ces cinquante dernières années. Adulé, oublié, réhabilité, on le connaît encore assez peu ici. Il est toutefois possible que vous connaissiez l'un ou l'autre des immenses succès qu'il a connus au milieu des années soixante, tout en ignorant son nom.

Son nom ? Tout un programme. Né Noel Scott Engel à Cleveland en 1943, il signera ses chansons Scott Engel ou Scott Walker, selon son humeur. Ses débuts de phénomène chantant adolescent, de teenage idol comme on disait dans les années cinquante, sont tout sauf remarquables. Il publie quelques singles constitués de reprises. Sa voix, peu assurée, ne lui rend guère service dans ce succédané de rock'n roll, plus proche d'un Paul Anka ado que d'un Carl Perkins.

Il travaille la basse électrique, dont il deviendra un virtuose à la sonorité chaude, et forme un groupe de rock instrumental, The Routers. Au tout début des années soixante, il se rend en Grande-Bretagne. En 1963, Scott rencontre John Stewart avec qui il forme le duo The Dalton Brothers qui sortira un 45 tours correct, *I Only Came To Dance With You*. La voix de Scott commence à s'affirmer. Quand il rencontre le chanteur/guitariste John Maus, ce dernier a déjà pris le pseudonyme de John Walker. Avec le batteur Gary Leeds, ils forment ainsi un trio de base. John leur propose de se faire passer pour frères. Comme il a déjà choisi le nom de Walker, les deux autres n'ont qu'à suivre ! Ainsi naissent les Walker Brothers. Voici donc Noel Engel qui se fond sous un double pseudonyme, Scott Walker, et le voilà affublé de deux faux frères. Cette personnalité troublée ressortira longtemps après, dans la chanson de 1984 Rawhide qui commence par cette phrase : « *This is how you disappear* » (Voici comment tu disparais).

Les Walker Brothers seront plus connus que les Beatles. Comment ? En tout cas, c'est ce que certains journalistes anglais écrivent en 1966. Relativisons. Sur scène, ils vont en effet déclencher une incroyable « Walkermania », mais seulement en Grande-Bretagne et au Japon ! Ils accumulent les plus gros succès du moment. Oui, mais seulement trois, et ce sont ceux-là que vous connaissez peut-être, via telle émission qui passe des « oldies des sixties » : *Make It Easy On Yourself, My Ship Is Coming In* et *The Sun Ain't Gonna Shine Anymore*.

John, Gary et surtout Scott sont très beaux et leurs coiffures magnifiques (selon les canons de 1965, bien sûr !). Les filles hurlent lors de leurs concerts, ce qui commence à décontenancer Scott qui développe, lentement mais sûrement, un « stagefright » qui le fait boire plus que de raison, trac dont il n'est toujours pas sorti en 2016 même s'il a vaincu son alcoolisme. Mais surtout, leur maison de disques leur impose des reprises – c'est d'ailleurs le cas des trois succès cités plus haut. Alors, Gary, un peu, John, davantage, mais surtout Scott composent les faces B, pour pouvoir toucher des royalties. De même, John laisse de plus en plus le micro à Scott, qui a développé une voix de baryton en velours.

Ce sont ces faces B, et quelques plages d'albums, qui préfigurent le crooner dérangeant qu'il deviendra bientôt. Il propose déjà des chansons à la poétique cryptée, aux arrangements orchestraux luxueux et étranges à la fois : *Archangel, Mrs. Murphy, Deadlier Than The Male* (Plus mortelle que le mâle), *Turn Down The Moon* (Refuse la lune), et surtout *Orpheus*, morceaux aux titres parfois trompeurs,

qu'on commence à écouter confortablement jusqu'à ce qu'on se dise : « *Hey, wait a minute*, qu'est-ce qu'il raconte, là ? »

En 1967, Scott quitte le groupe et sort un premier album solo, Scott. Les cordes mêlées à sa basse électrique font merveille. Il ne compose que trois chansons, dont la plus étonnante est *Montague Terrace (In Blue)* où il est question d'un homme qui rote et qui enfle si fort qu'il risque de crever le plancher ! Les reprises sont variées, notamment du Tim Hardin, un de ses contemporains, mais surtout trois chansons de Jacques Brel dans les traductions (très fidèles) de Mort Shuman. Bien que totalement hors du temps (le psychédéisme est arrivé), le disque se hisse à la deuxième place des meilleures ventes anglaises, seulement surclassé par le classique des classiques *Sgt. Peppers* des Beatles. Scott décide alors de rester en Grande-Bretagne, pour le succès sans doute, mais aussi pour éviter d'être enrôlé au Vietnam. L'année suivante, Scott 2 est numéro 1. Il obtient même un show à la BBC ! Cette fois, il présente quatre chansons, quelques reprises, et à nouveau trois Jacques Brel en anglais. Mais tout le monde n'aime pas Scott Walker. *Jackie* (La chanson de Jacky) choque les pontes de la BBC. Ils n'apprécient guère qu'une chanson parle de « *stupid ass* » (« *cul stupide* »), « *bordellos* », « *authentic queers and phony virgins* » (« vrais pédés et fausses vierges »), bref, tous ces termes de la chanson initiale qui ont fait moins de vagues par ici. Mais ses propres chansons dérangeant également : il parle de « *giant sperm* » (dois-je vraiment traduire ?) dans *The Girls From The Streets*, et *Plastic Palace People*, avec ses sombres dissonances finales, parle peut-être de violence faite aux enfants.

Début 1969 paraît Scott 3, qui atteindra encore la troisième place des meilleures ventes, ce qui laisse rêveur quand on comprend combien ce disque est hors du temps, hors du rêve hippie, mais aussi totalement étranger à la Pop Music ou au Swinging London. Cette fois, Scott propose dix compositions et trois reprises seulement, toutes de Brel (ce qui porte à neuf le nombre d'interprétations du chanteur belge par un non-francophone, du jamais vu) et placées en fin de disque. Presque tous les titres ont un tempo lent qui invite à un spleen de luxe, avec ces orchestrations luxuriantes auxquelles échappent seulement *Butterfly*, qui évoque une sonate de Debussy, et *30 Century Man*, sombre prémonition du futur attaquée uniquement avec une grosse guitare acoustique. Les chansons d'amour intriguent : dans *Big Louise*, il compare la protagoniste à « une maison hantée aux fenêtres brisées ». Je ne sais pas si ça fait plaisir ! *Two Ragged Soldiers* initie une série de chansons sur la guerre en général, thème qui va devenir récurrent. Il réugne à parler ouvertement du présent. En pleine guerre du Vietnam, il utilise l'imagerie de la Première Guerre mondiale.

Quelques mois plus tard sort un album qui n'a pas droit à la numérotation, un disque curieux qui reprend uniquement des thèmes de séries télévisées, un disque « paresseux » comme Walker le stigmatisera plus tard. Il atteint néanmoins le n°7.

Fin 1969, c'est le cas Scott 4, un des cas les plus mystérieux du monde discographique. Considéré par la plupart des spécialistes d'aujourd'hui comme un des disques les plus importants de tous les temps, c'est un échec complet lors de sa sortie. Pourquoi, alors que quelques mois plus tôt encore Scott Walker était une star en Grande-Bretagne ? Scott 4 est-il encore plus « difficile » que Scott 3 ? Non, au contraire. Nous avons davantage de titres au tempo rapide et un équilibre a été trouvé entre les orchestrations parfois trop riches et les instruments plus rock, notamment cette basse électrique revigorante. Scott 4 est-il trop « hors du temps » ? Moins que les précédents, en tout cas. On a dit que l'échec du disque viendrait du fait que son nom n'apparaît jamais sur la pochette et qu'il signe les chansons de son vrai nom. Sottise, à mon sens. La numérotation indique bien la continuation, et son visage bien connu sur la pochette ne laisse aucun doute sur la personne. Pour aller jusqu'à l'absurde, peut-on imaginer un disque d'Elvis Presley qui ne marcherait pas parce que son nom n'apparaît pas au-dessus de la photo de la pochette ? Aucune réponse rationnelle ne me paraît donc satisfaisante pour expliquer la déroute commerciale du disque. Ou alors, la population acheteuse de disques a muté en quelques mois...

Mais parlons du contenu de Scott 4. On peut lire sur sa pochette une citation d'Albert Camus et un hommage à Ingmar Bergman ouvre le disque, *The Seventh Seal*, qui raconte en moins de cinq minutes le film *Le septième sceau* ! Il s'agit d'un de ses meilleurs titres, mêlant habilement l'imagerie sonore du western à la Morricone et la musique chorale russe, le tout sur un tempo d'enfer qui évoque une course à l'abîme.

Cette fois, l'angoisse que lui procurent la guerre et le pouvoir déréglé en général apparaît plusieurs fois : *The World's Strongest Man, Hero Of The War* et surtout ce titre énigmatique, *The Old Man's Back Again (Dedicated To The Neo-Stalinist Regime)*. En 1969, on n'a pas l'impression que Leonid Brejnev, à défaut d'être un grand démocrate, puisse être qualifié de néo-stalinien. C'est peut-être ignorer que dès 1966 le KGB se durcit sous son contrôle et qu'ont lieu des procès politiques comme on n'en avait pas vu depuis 1953. L'artiste l'évoque-t-il dans sa chanson, même de façon sous-jacente ? Il n'en dira rien.

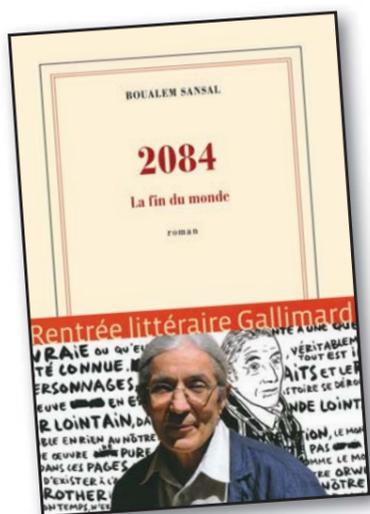
(Fin de la première partie)

Quelques disques :

- The Walker Brothers: *After The Lights Go Out – The Best Of 1965-1967*. Cette compilation inclut les singles et les précieuses faces B composées par Scott, inédites dans les albums officiels.
- Scott Walker : *Scott*
- Scott Walker : *Scott 2*
- Scott Walker : *Scott 3*
- Scott Walker : *Scott 4*

1984-2084 : la nouvelle terreur

par Jean-Paul Bonjean



On en a beaucoup parlé. Assimiler l'islamisme au totalitarisme est une position qui ne passe pas inaperçue chez les intellectuels tournés vers la tolérance démocratique. L'auteur algérien (dont on suppose qu'il parle en connaissance de cause) enfonce le clou avec cette fable qui dessine la religion comme arme de guerre massive d'asservissement des libertés et des consciences. Si l'islam n'est jamais cité dans le livre, Boualem Sansal ne se cache pas de l'avoir à l'esprit et cela lui vaudra des menaces bien réelles du monde musulman d'une part, et un Grand Prix de l'Académie française du monde occidental d'autre part.

Le bouquin assume son ancrage dans le 1984 de George Orwell et passe en revue la panoplie complète de la parfaite dictature : valorisation des actes de dénonciation, organisation et

contrôle absolu de la vie sociale, développement de la charité communautaire utile à la survie des pauvres, imposition d'une nouvelle langue, etc. Ce kit de survie des dictatures ne manque pas de pertinence et vise sans aucun doute à provoquer une mobilisation pour la survie de la démocratie. Toutefois, il a un côté un peu théorique dont on sent un peu trop souvent qu'il est au service d'une pensée idéologique qui efface quelque peu la dimension proprement littéraire du récit (reproche que l'on faisait souvent au théâtre de Sartre).

Ati, le héros de ce conte qui se veut ne pas en être un, incarne une forme d'espoir au sein de ce système régulé et régulateur qui, grâce à sa soif de savoir, dépasse les bornes de ce territoire assigné. Pourtant, « ne pas savoir empêche la peur et simplifie la vie ». L'antithèse du savoir, dans ce cas, c'est la religion

et son traditionnel cortège de vérités révélées et imposées qui modélisent une zone de confort empreinte de paternalisme.

Cet espoir puisé aux sources du savoir est lié à un rêve de fraternité et doit être distingué du « merveilleux qui enchaîne les peuples à leurs croyances, car qui croit à peur et qui a peur croit aveuglément ». La réponse à l'instrumentalisation de l'islam et la volonté de puissance qu'elle nourrit doit être politique, économique et financière, confiait l'auteur dans une interview. Un bien vaste projet que l'actualité récente rend urgent dans sa mise en œuvre. La survie des démocraties est à ce prix. Trop élevé ?

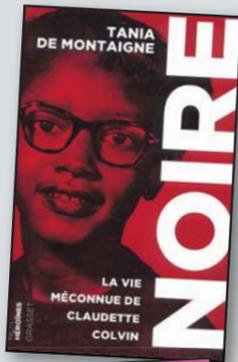
Boualem Sansal, 2084 La fin du monde, Gallimard, 2015

La Bibliothèque George Orwell présente

par **Michel Recloux**, bibliothécaire

▼ • **Tania de Montaigne**, *Noire : la vie méconnue de Claudette Colvin*, Grasset, 2015.

Rosa Parks, ça vous dit quelque chose ? Oui, sûrement. Et bien neuf mois avant elle, une autre noire (plus noire) n'avait pas cédé sa place dans le bus à Montgomery en Alabama. Elle s'appelait Claudette Colvin (en hommage à l'actrice des années 30, Claudette Colbert). Arrêtée, emprisonnée, elle ne sera pas suivie par la communauté noire, et il faudra attendre le 1er décembre 1955 pour que la lutte pour les droits civiques prennent son envol avec la « douce » Rosa Parks et le jeune Martin Luther King. Tania de Montaigne nous raconte sa vie dans un style féministe percutant qui réhabilite la vie de cette jeune fille de 15 ans.



• **Lelis et Ozanam**, *Gueule noire*, Casterman, 2015.

Ou comment un jeune homme fuit la mine, un travail d'esclave et un avenir noir pour Paris. Il s'anime d'un espoir de liberté avec un groupe d'anarchistes qui pratiquent la récupération par le fait pour un retour à la case départ. Des cases au crayonné noir et blanc qui vous laissent un goût amer car pour les auteurs « on n'échappe pas à sa condition ». Puis on se souvient des conquêtes sociales et ce mauvais goût disparaît.



• **François De Smet**, *La marche des ombres. Réflexions sur les enjeux de la migration*, Espace de Libertés, 2015.

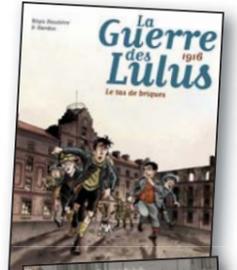
Ce livre a reçu le Prix 2015 du Livre Politique décerné par l'association L'Agenda politique. Il aborde la problématique très actuelle de la migration sur une Terre ronde et finie, les causes qui poussent à s'exiler et leurs inadéquations avec les formes d'accueil, les centres fermés et propose des pistes pour une politique migratoire qui est inexistante pour l'instant dans les pays de l'Europe forteresse. Depuis l'écriture de ce texte, l'auteur est devenu le directeur de Myria, le Centre fédéral Migration créé en mars 2014.



La suite des séries

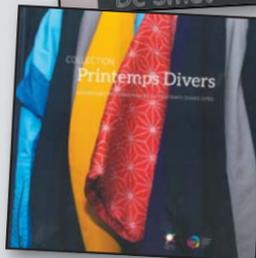
• **Régis Hautière et Hardoc**, *La Guerre des Lulus, tome 3, 1916. Le tas de briques*, Casterman, 2015.

Troisième tome de la série. Les Lulus essaient de survivre dans un monde engagé dans une guerre totale. Le groupe arrive à Guise et trouva refuge dans le familistère créé par Jean-Baptiste André Godin que Hautière avait déjà présenté dans sa bande dessinée *De briques et de sang*. Rebondissements et humour sur fond de Grande Guerre.



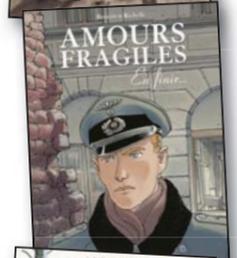
• *Collection Printemps Divers : instantanés photographiques du Printemps Divers Cités*, CCR, 2015.

Beau-livre présentant les photographies de Cathy Alvares Valle autour des multiples projets encadrés par le Centre Culturel Régional et sa coordinatrice du pôle « Enjeux », Sandrine Donnay, projets qui développaient la question politique du vêtement dans notre société avec les acteurs socio-culturels de l'arrondissement de Liège.



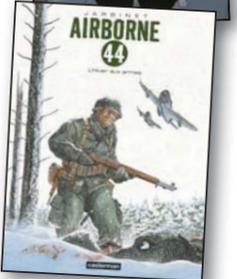
• **Beuriot et Richelle**, *Amours fragiles, tome 7, En finir...*, Casterman, 2015.

De retour à Berlin comme secrétaire du lieutenant-colonel Voigt, Martin Mahner se retrouve impliqué dans la préparation de l'attentat manqué contre Hitler du 20 juillet 1944. On y croise des officiers militaires qui résistent au nazisme mais est-ce une opposition idéologique ou un ras-le-bol des échecs des opérations militaires à l'Est ?



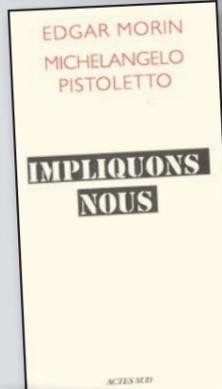
• **Jarbinet**, *Airborne 44, tome 6, L'hiver aux armes*, Casterman, 2015.

Suite et fin de l'histoire. La bande dessinée commence en Ardenne, c'est la dernière tentative pour le IIIe Reich... Tessa, Tom et Seb ne s'en sortiront pas sans blessures. Bel ouvrage bien documenté. Une planche, une seule, sur l'extermination.



▼ • **Edgar Morin et Michelangelo Pistoletto**, *Impliquons-nous : dialogue pour le siècle*, Actes Sud, 2015.

Artiste humaniste issu du mouvement *Arte povera*, Michelangelo Pistoletto est le créateur de la Cittadellarte qui a pour objet de placer l'art en interaction avec tous les pans d'activités de la société. Il a voulu après une quinzaine d'années confronter ses idées – qu'il regroupe sous le label *Troisième Paradis* sur le futur d'une humanité nouvelle réconciliant les pôles Nature et Artifice – à celle du monde contemporain représenté par Edgar Morin, philosophe de la complexité. Le monde court à sa perte, il est plus que temps de passer de l'indignation à l'implication.



L'association Scripta Linea, collectifs d'écrits

Cette asbl est un réseau d'écritures littéraires et sociales pour le bien commun. Elle soutient et se veut un porte-voix pour toutes les initiatives collectives d'écriture à but socio-artistique. Ce collectif de collectifs existe aussi dans d'autres pays. Elle édite aussi les nouvelles produites par les différents groupes comme le Collectif de la Ligne 10 (*Exil de soi* et *Frontières...*), le Collectif des Allumés de la Plume (*Courts-circuits*, *La Ville au quotidien*, *Mondes souterrains...*), le Collectif du Théâtre singulier (*Liberté et amour*), ...

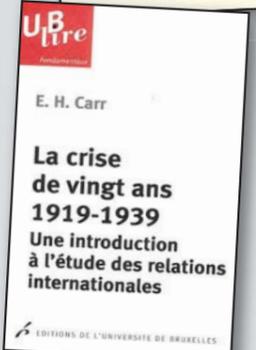
Si vous voulez rejoindre ou créer un collectif, toutes les infos sur leur site <http://www.collectifsdecripts.org/>.

Si vous voulez investir de l'argent dans un objet intéressant, le Collectif Ligne 10 lance un appel au financement participatif pour sortir en néerlandais le recueil de nouvelles (*Des)équilibres* (<https://www.growfunding.be/bxl/unlivrepourdire-fr>).



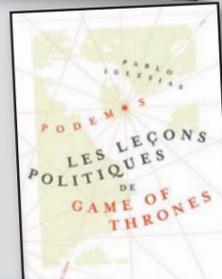
• **E.H. Carr**, *La crise de vingt ans, 1919-1939, une introduction à l'étude des relations internationales*, Editions de l'ULB, 2015.

Edward Hallett Carr, penseur anglais sulfureux, marxiste sur le tard, admirateur de la Révolution russe, est « l'inventeur », avec ce livre, de la science des Relations internationales. Dans ce livre terminé en 1939, il dénonce le fait que la guerre, pas encore qualifiée de « Seconde » ni de « mondiale », serait due à seulement un petit groupe d'individus et se propose d'aider à comprendre les mécanismes de la guerre pour faire la paix, mécanismes qui font appel aux pouvoirs, militaire, économique et sur l'opinion.



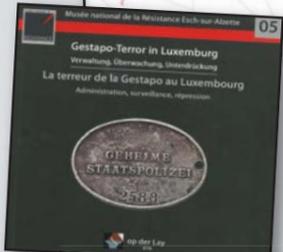
• **Pablo Iglesias (dir.)**, *Les leçons politiques de « Game of Thrones »*, Post-éditions, 2015.

Le monde où l'on vit est recouvert des neiges de l'hiver advenu. Il faut dès lors lutter contre les Marcheurs blancs de la finance pour les renverser et réenchanter l'idéal démocratique. Se basant sur la série médiévalofantastique, Pablo Iglesias, porte-parole de *Podemos* et ses camarades analysent le pessimisme généralisé suite à la crise de 2008, la légitimité de nos dirigeants, le pouvoir et l'action des mouvements citoyens.



• **Musée de la Résistance Esch-sur-Alzette**, *La terreur de la Gestapo au Luxembourg : administration, surveillance, répression*, Op der Lay, 2015.

Il s'agit du catalogue bilingue français-allemand de l'exposition composée de 25 panneaux. Celui-ci richement illustré raconte l'histoire violente de la Gestapo sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, territoire annexé au Reich où les habitants étaient enrôlés de force dans les groupements collaborateurs et la *Wehrmacht*.



• **Nathalie Bodin**, *Au Ritz des Fritz*, La Boîte à bulles, 2015.

Sujet peu abordé, ce roman graphique raconte l'histoire d'un *Prisoner of War* allemand aux USA. Emprisonné en 1944, « normandiste », Danwarth Pabel, socialiste et antinazi se retrouve dans un camp aux États-Unis où des nazis, croyant toujours à la victoire du IIIe Reich, veulent lui faire la peau. Heureusement, il se fait muter dans un autre camp où il n'y a que des Allemands antinazis. Le livre s'arrête à son retour en Allemagne où il enseigne la démocratie, le respect, la liberté aux jeunes Allemands en espérant le « *Plus jamais ça !* ». Le tracé au crayon donne une impression de réalité proche de vieilles photos en noir et blanc.



Ces livres sont disponibles en prêt à la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire ou à la vente dans les bonnes librairies dont la librairie Stéphane Hessel à la Cité Miroir.

▼ = coup de coeur des bibliothécaires

« Mots »

Par Henri Deleersnijder

Radicalisation

2015 a été une *annus horribilis*. Pas seulement pour les hautes températures qui y ont été enregistrées, ce qui ne manquait pas d'agrément à vrai dire. Mais surtout, comme chacun sait, pour la surchauffe terroriste qui l'a marquée aux quatre coins du monde, particulièrement chez nos voisins français victimes des attentats des 7 et 9 janvier d'abord, puis de ceux du 13 novembre. Ces actes barbares ont sidéré les consciences, tout en suscitant dans les médias des tombereaux de commentaires.

S'il y a bien un mot qui a tenu le haut du pavé chez les divers éditorialistes de la presse écrite et audiovisuelle, ainsi que chez ses nombreux analystes impatients de décrypter ces événements tragiques, c'est celui de « radicalisation ». Et chacun d'y aller de son couplet explicatif, sans toujours avoir le souci de la mise en perspective historique, parfois aussi en restant prisonnier de présupposés idéologiques, lesquels – on ne le rappellera jamais assez – s'apparentent souvent à un « déni de la réalité ».

Plutôt que de prétendre fournir une énième et définitive clé de compréhension au phénomène complexe du djihadisme que connaît notre époque, mieux vaut, je pense, dans une chronique à l'espace nécessairement restreint présenter les deux grands types d'explication auxquels il donne lieu à ce jour. Il y a, d'une part, le point de vue selon lequel la radicalité précède l'adhésion à l'islamisme. Tel est l'avis d'Olivier Roy, politologue spécialiste de l'islam, pour qui « le djihadisme est une révolte générationnelle et nihiliste » et « le ralliement [des] jeunes à Daech est opportuniste » (*Le Monde*, 24 novembre 2015). Qu'importe, à la limite, ce qui se produit en Syrie si on peut puiser dans la proclamation du califat un mobile susceptible de justifier par les armes sa rébellion personnelle, voire son manque d'espoir d'épanouissement dans une société en butte à un néolibéralisme ravageur. Comme si le besoin d'une transcendance, meurtrière en l'occurrence, tenaillait une part de la jeunesse autrefois mobilisée par d'autres causes politiques, dont certaines ont eu aussi recours au terrorisme.

Il y a, d'autre part, une approche différente visant à comprendre les mécanismes de la radicalisation. « L'année 2005 [celle des émeutes des banlieues en France] voit la mise en ligne d'un Appel à la résistance islamique mondiale qui théorise le terrorisme sur le sol européen comme principe vecteur de la lutte contre l'Occident et identifie dans la jeunesse « mal intégrée » issue de l'immigration son instrument de prédilection », écrit Gilles Kepel dans un ouvrage récent¹. Ce fin connaisseur du monde arabe contemporain – dont il maîtrise la langue – a décelé dans les lignes de fracture de la société hexagonale un terreau d'où allaient émerger les nouveaux combattants d'un « islam intégral », celui pour qui l'Europe n'est qu'un ramassis de mécréants, Paris la capitale de la dépravation et le français l'idiome des Lumières honnies. Il va sans dire que bon nombre de ces jeunes convertis au djihadisme se sont radicalisés par le Web, mais pas d'office individuellement, et que beaucoup sont d'abord passés par la case prison.

Voilà donc les sociétés européennes devenues la cible d'un salafisme de combat, faisant fi de toute pitié ou compassion pour la vie, où l'organisation État islamique externalise ses actions sanglantes en vue d'y déclencher la guerre civile. Jusqu'à ce jour, ces sociétés n'y ont pas succombé, en dépit d'une extrême droite à l'affût, portée sur l'amalgame et le rejet de tous les concitoyens musulmans. Reste pour elles à tout faire pour que leurs jeunes gens en déshérence, même s'ils ne le sont pas tous, ne se laissent plus tenter par les sirènes apocalyptiques d'un islam dévoyé. Rude tâche, on en conviendra. Reste aussi pour elles, engluées dans un consumérisme sans issue, en panne de vision à long terme, de sens et de solidarité de surcroît, à renouer avec leurs « racines ». Puisque « se radicaliser » signifie étymologiquement « chercher ses racines », il est des radicalisations qui peuvent être bienvenues... ••

La société « Memorial »

Par Jean-Louis Rouhart

La société internationale « Memorial », créée en 1989 à Moscou par le célèbre physicien et dissident Andreï Sakharov, est une ONG axée sur la défense des droits de l'Homme. Elle est extrêmement active dans le travail de mémoire et dans l'aide juridique et matérielle à apporter aux anciennes victimes des répressions politiques sous le régime soviétique, c'est à dire essentiellement les prisonniers du Goulag (jusqu'en 1956) et tous les détenus ayant été internés pour des raisons politiques ou raciales en URSS jusqu'à la dissolution du régime en 1991.



(cc) Alexei Kouprianov

C'est à la société « Memorial » que l'on doit, entre autres, l'instauration de la loi de 1991 relative à la réhabilitation des victimes des oppressions politiques en Russie ainsi que la commémoration officielle de ces victimes en Russie le 30 octobre. C'est également à l'initiative de cette société que fut posé, devant la sinistre prison de la place Loubianka à Moscou, un bloc de pierre des îles Solovki pour commémorer la construction des premiers camps correctionnels de travail durant les années vingt.

Soucieuse de communiquer avec un très large public, la société a établi une banque de données actualisée portant sur 2,6 millions de victimes du Goulag et conserve dans ses archives toute une série de documents relatifs à l'histoire de ce système d'internement et à la vie quotidienne dans les prisons et les camps. Ainsi, on y trouve nombre de pièces officielles concernant l'arrestation, les perquisitions, les jugements, les décès, les demandes de révision, la libération ainsi que la réhabilitation des détenus. Sont conservés également un grand nombre de documents écrits et artistiques réalisés durant la détention des zeks, tels que des poèmes, des journaux intimes, des esquisses, des por-

traits, des photographies, ainsi que des objets artisanaux confectionnés dans les camps. Il faut mentionner également les nombreuses lettres et billets échangés entre les prisonniers et leurs familles, les témoignages écrits et oraux des anciens prisonniers, les mémoires, les récits autobiographiques, sans oublier l'importante littérature secondaire (biographies, études, etc.) qui s'est développée sur le thème des répressions en URSS.

Ajoutons que la société organise des expositions, des séminaires pour les enseignants, des forums de discussion, des concours à l'intention des écoles et publie régulièrement des études et des analyses portant sur les résultats de ses recherches sur le Goulag.

Par ailleurs, la société se bat pour que soient enfin publiés les documents attestant l'assassinat des officiers polonais par l'armée soviétique à Katyn et s'intéresse au sort des « victimes des deux dictatures », à savoir les prisonniers de guerre et les travailleurs forcés de l'Union soviétique qui furent, durant la période qui suivit leur libération dans les camps de concentration nazis, l'objet de poursuites du régime stalinien.

Canopé Normandie

Canopé Normandie, créateur de ressources pédagogiques innovantes, a développé avec plusieurs partenaires un webdocumentaire intitulé « Mémoires européennes des camps nazis », réflexion sur la transmission de la mémoire de la déportation 70 ans après les faits.

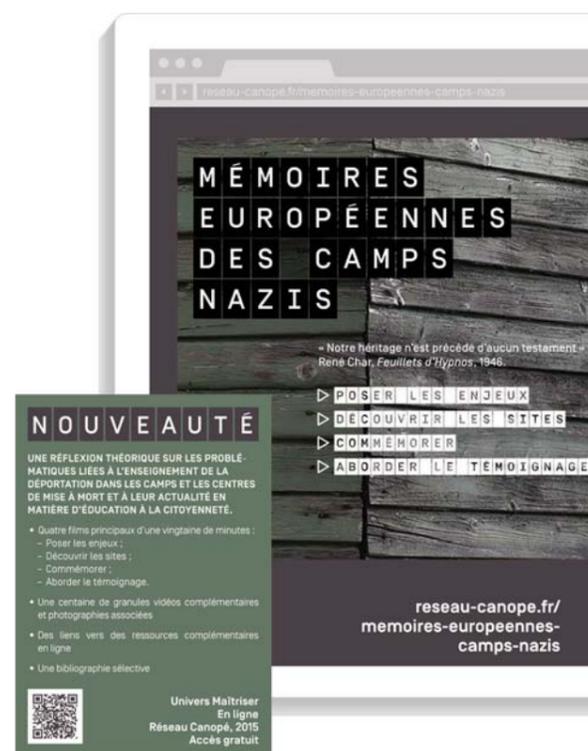
Ce webdocumentaire permet de s'interroger sur l'enjeu de cette mémoire aujourd'hui et la mise en œuvre de sa préservation : l'usage des sites, la place donnée aux témoignages sous toutes leurs formes, le rôle des associations de mémoire, les formes de commémorations et les initiatives pédagogiques.

Un accès gratuit pour tous, enseignants et grand public

Cette ressource est proposée en accès libre sur de nombreux sites pédagogiques ou thématiques. Destinée en priorité aux enseignants, elle s'adresse aussi potentiellement à chacun. Elle incite à réfléchir sur notre rapport intellectuel et sensible aux mémoires des camps nazis et de leurs sites, sur l'enjeu de leur transmission d'une génération à l'autre, sur les mutations entraînées par la fin progressive de « l'ère du témoin ».

Par la réalisation de ce webdocumentaire pédagogique *Mémoires européennes des camps nazis*, Canopé Normandie propose de donner aux enseignants, confrontés à la transmission de la mémoire de la déportation et de l'extermination, des éléments de réflexion pour interroger leurs pratiques : le traitement de ces thématiques en cours, la préparation et la mise en œuvre d'une éventuelle visite de site et/ou de la participation à un geste mémoriel, le travail sur le témoignage sous ses formes multiples. La dimension européenne est partout présente à travers la confrontation de pratiques pédagogiques et mémorielles, à la fois plurielles et convergentes.

Version complète : <https://www.reseau-canope.fr/memoires-europeennes-camps-nazis>
Teaser : <https://vimeo.com/151018214>



Aide-Mémoire Publication trimestrielle du Centre d'Éducation à la Tolérance et à la Résistance • Aide-Mémoire est la revue des membres de l'ASBL "Les Territoires de la Mémoire" • Présidente : Dominique Dauby • Directeur : Jacques Smits • Boulevard de la Sauvenière 33-35 - 4000 Liège • Coordination et cellule pédagogique : 04 232 70 64 • Secrétariat et administration : 04 232 01 04 • Accueil et réservations visites : 04 232 70 60 • Centre de documentation : 04 232 70 62 • Fax : 04 232 70 65 • e-mail : accueil@territoires-memoire.be • www.territoires-memoire.be • Revue membre de l'Association des revues Scientifiques et Culturelles <http://www.arsc.be> • Editeur responsable : Dominique Dauby • Directeur de la publication : Jacques Smits • Directeur Adjoint : Philippe Marchal • Rédacteur en chef : Julien Paulus • Comité de rédaction : Dominique Dauby, Henri Deleersnijder, Gaëlle Henrard, Jérôme Jamin, Philippe Marchal, Gilles Rahier, Michel Recloux, Raphaël Schraepen, Olivier Starquit • Infographie et mise en page : Héroufosse Communication - Polleur • impression : Vervinck et fils • Les articles non signés sont tous de la rédaction.

Toute reproduction, même partielle, de ce trimestriel est strictement interdite sans l'autorisation préalable de l'éditeur responsable. Les articles n'engagent que leurs auteurs. •ISSN 1377-7831

¹ *Terreur dans l'Hexagone. Genèse du djihad français* (avec Antoine Jardin), Paris, Gallimard, décembre 2015, p. 30.

Le nazisme ne se résume pas à *Mein Kampf*

U n e c h r o n i q u e d e J u l i e n D o h e t

Alors qu'une édition critique de *Mein Kampf* sort en Allemagne, suscitant certaines interrogations et de nombreux commentaires, il nous est apparu intéressant d'analyser un ouvrage signé également par Adolf Hitler.

Un ouvrage et des auteurs particuliers

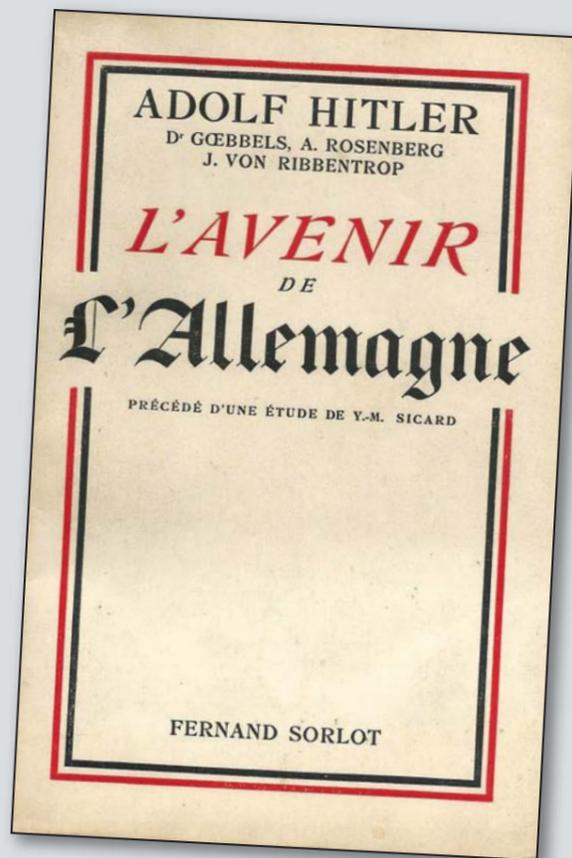
Le livre que nous analysons cette fois-ci est un recueil de textes de plusieurs dirigeants de l'Allemagne nazie publié fin 1936 dans le but de donner des indications aux lecteurs français sur ce qui se passait en Allemagne¹. Les textes étaient présentés comme des documents pour éclairer les personnes intéressées notamment par un rapprochement nécessaire entre les deux nations car « après avoir longtemps hésité, je suis persuadé que ce peuple veut la paix avec la France² ». Les quatre auteurs ont un statut très différent. Ainsi Ribbentrop fait-il une courte interview à l'auteur assurant que l'Allemagne veut la paix avec la France et ne se réarme que pour se défendre face à la menace de l'Est tandis que le texte de Rosenberg se résume à cinq pages sur l'URSS enjuivée³.

Reste donc un long texte de 70 pages de Hitler et un texte de 50 pages de Goebbels qui forment vraiment l'ossature de l'ouvrage dont, petit détail, chaque page est surmontée de quelques mots résumant l'idée de cette dernière et ce comme dans *Mein Kampf*⁴. « Je ne suis pas, personnellement, antisémite. Ce ne sont point les petits Juifs qu'il faut d'abord démasquer, mais bien cette internationale du coffre-fort qui mène le monde. Alors, si le petit Juif prend parti pour le gros, tant pis pour lui⁵ ». Cette phrase n'est pas issue des deux textes cités, mais bien de « l'étude » qui introduit les textes des dignitaires nazis. Son auteur Yvon-Maurice Sicard vient alors de passer de l'antifascisme à l'extrême droite en suivant Jacques Doriot⁶ dans la création du Parti Populaire français. Sicard deviendra en 1938 rédacteur en chef de *L'émancipation nationale*, organe du parti dont il deviendra un des principaux dirigeants, allant jusqu'à l'administrer quand Doriot sera sur le Front de l'Est. De plus en plus impliqué dans la collaboration, Sicard, à la fin de la guerre, fait partie de ces collaborationnistes qui s'exilent en Allemagne. Un concours de circonstance l'empêche d'accompagner Doriot en voiture lorsque celui-ci est tué le 22 février 1945. Il réussit ensuite à rejoindre l'Espagne⁷. Condamné par contumace aux travaux forcés, il bénéficie, comme beaucoup, de la grâce de 1950⁸ et rentre alors en France où il reprend directement des activités au sein de l'extrême droite notamment via Rivarol et publie alors sous le pseudonyme de Saint-Paulien⁹.

L'auteur de l'étude introductive est donc loin d'être neutre. Outre l'antisémitisme, on retrouve bien évidemment l'anticommunisme dans son texte : « C'est la triste vérité ; l'expression révolutionnaire socialiste et communiste fut impitoyablement assujettie au capitalisme juif d'essence internationale¹⁰ », ce qui explique que « le public français peut comprendre l'acharnement du régime national-socialiste contre le système bolcheviste : la grande majorité des citoyens français refuse aujourd'hui de partir la fleur rouge au fusil, refuse d'aller se faire mitrailler pour M. Staline et les mignons du Kremlin¹¹ ».

Antisémitisme et anticommunisme, deux piliers indissociables¹²

Le discours de Hitler insiste d'abord sur la différence entre les nazis et leur politique et ce qui se fait et se faisait par les autres partis. Ainsi prend-il des accents de gauche sur l'économie¹³ : « Ce n'est pas le peuple qui est fait pour l'économie, c'est au contraire l'économie qui est faite pour le peuple. Peuple et économie ne sont pas les esclaves du capital qui n'a qu'un rôle d'auxiliaire économique et, par conséquent, reste subordonné aux nécessités supérieures du maintien de l'existence d'un peuple¹⁴. » Et il insiste sur le fait qu'il a tenu les promesses faites : « Si je leur avait prédit qu'après ces quatre années il n'y aurait plus qu'un peuple, qu'aucune social-démocratie, aucun communisme, aucun parti du centre, mais non plus aucun parti bourgeois ne pourrait plus attenter à la vie du peuple allemand, qu'il n'y aurait plus de syndicats pour exciter l'ouvrier et plus de cartels d'entreprises pour corrompre le patron, qu'après ces quatre ans il n'existerait plus aucun gouvernement de province (...)»¹⁵. Une énumération qui montre aussi la vitesse avec laquelle les nazis ont mis l'Allemagne au pas¹⁶.



Le judéo-bolchévisme est abordé à de nombreuses reprises mais peut être résumé par une citation : « Nous savons tous que le but poursuivi par le bolchévisme est d'exterminer la direction organique des peuples, basée sur la communauté du sang et de la remplacer par l'élément juif tout à fait étranger aux peuples aryens. C'est pourquoi ce problème est international. De même que nous voyons actuellement en Russie la direction des républiques soviétiques et paysannes concentrée dans une proportion de 98% entre les mains de Juifs, qui n'ont jamais été ni paysans ni ouvriers, mais ne sont que des intellectuels cosmopolites parasites et dégénérés, qui avaient besoin d'un milieu allogène et d'un sol étranger pour subsister (...)»¹⁷. Goebbels ne dit pas autre chose avec cette courte phrase : « Ce n'est pas la dictature du prolétariat mais bien celle de la juiverie qui règne actuellement dans l'Union soviétique sur le reste de la population¹⁸. »

Une vision du monde

Mais c'est sur les éléments de vision du monde que les textes rassemblés ici sont les plus intéressants. Goebbels en montre la spécificité tout en faisant le lien avec la critique du judéo-bolchévisme : « Ce que nous entendons d'ordinaire par idée et conception du monde en général n'a absolument rien à voir avec ce qu'on appelle le "bolchévisme". Cette doctrine est une folie pathologique, criminelle, manifestement conçue par des Juifs, conduite par des Juifs dans le but d'anéantir les peuples cultivés de l'Europe et de faire peser sur eux une domination juidaïque mondiale. Le bolchévisme ne pouvait sortir que du cerveau de Juifs et c'est uniquement sur l'asphalte stérile des grandes villes qu'il a rencontré des possibilités d'extension¹⁹. » Hitler insiste lui sur le principe d'autorité : « Le principe d'autorité a été, de tout temps, le plus actif ordonnateur des œuvres culturelles. Mais il ne crée pas seulement les conditions générales permettant ces réalisations culturelles, c'est lui aussi qui a créé ces prémices²⁰. » Et de compléter : « Mais le principe de la volonté autoritaire vise à mettre fin à la période de décadence et à inaugurer une nouvelle période d'essor, c'est-à-dire de développement constructeur. L'idée nationale-socialiste, sortie victorieuse du libre jeu des forces, et le mouvement qui la représente, vont donc prendre la direction de la nation non seulement dans le domaine politique, mais dans les domaines économique et culturel²¹. » À l'inverse se trouvent les principes démocratiques qu'il critique fermement : « La mentalité qui mène à l'anarchie, on peut dire même la base spirituelle de toute anarchie, c'est la démocratie. Aucun État n'a été créé par la démocratie de tout à l'heure, mais les plus grands empires ont été détruits par ce genre de démocratie. Oui, cette démocratie en ses derniers excès aboutit inévitablement à l'anarchie de même que, en revanche, l'autorité ou, pour

mieux dire, le principe autoritaire a toujours inévitablement, dans ses effets, ramené à l'État, c'est-à-dire à un ordre commun plus élevé²². » Avant de se prononcer sur son propre rôle historique : « La postérité ne nous demandera pas si, à cette époque critique et menaçante, nous avons maintenu la liberté démocratique, c'est-à-dire le désordre, mais si nous avons réussi à préserver un grand peuple de la débâcle économique et politique²³. »

Ce rôle historique, Goebbels le souligne à la fin de son texte dans un style qui nous rappelle combien la place du chef est importante dans la logique d'extrême droite : « C'est le mérite historique du Führer – mérite qui lui est d'ailleurs déjà reconnu par le monde entier – d'avoir opposé à l'assaut du bolchévisme aux frontières orientales d'Allemagne, un solide rempart et de s'être dressé ainsi en pionnier spirituel de l'Europe dans son règlement de compte avec les forces subversives de la destruction et de l'anarchie. Vrai chevalier sans peur et sans reproche, il a brandi de sa forte main le drapeau de la culture, de l'humanité, de la civilisation et, la tête haute, il l'a opposé à la menace et à la ruée de la révolution mondiale²⁴. » Et de terminer par une mise en garde découlant du darwinisme social : « Or, tout pacte que le monde bourgeois conclut avec le bolchévisme radical doit – d'après la loi naturelle suivant laquelle le plus fort vainc le plus faible – aboutir toujours à la victoire du bolchévisme sur la société bourgeoise²⁵. »

1 Adolf HITLER, Dr. GOEBBELS, Alfred ROSENBERG, Joachim von RIBBENTROP, *L'Avenir de l'Allemagne. Précédé d'une étude de Yvon-Maurice Sicard*, Paris, Fernand Sorlot, 1936, 171 p.

2 P.13

3 Voir Alfred ROSENBERG, *Journal 1934-1944. Édition présentée par Jürgen Matthäus et Frank Bajohr*, Paris, Flammarion, 2015, 676 p., pour les conceptions de celui qui fut considéré comme l'idéologue du parti nazi et dont nous ferons certainement un jour un article sur son *Mythe du vingtième siècle*.

4 Voir « Mon Combat d'Adolf Hitler, une autobiographie... » in *Aide-mémoire* n°20 de janvier-mars 2002 et « Mon Combat d'Adolf Hitler, un programme... » in *Aide-mémoire* n°21 d'avril-juin 2002.

5 P.18

6 Voir « L'anticommunisme d'un transfuge » in *Aide-mémoire* n°59 de janvier-mars 2012. Voir sur d'autres parcours similaires « Du socialisme au fascisme » in *Aide-mémoire* n°41 de juillet-septembre 2007 et « Une troisième voie : le socialisme racial » in *Aide-mémoire* n°57 de juillet-septembre 2011.

7 Voir « Le journalisme d'investigation n'est pas neutre » in *Aide-mémoire* n°74 d'octobre-décembre 2015.

8 Voir sur cette amnistie « Le «résistantisme», un équivalent au négationnisme » in *Aide-mémoire* n°44 d'avril-juin 2008.

9 Simon EPSTEIN, *Un paradoxe français : Antiracistes dans la Collaboration, antisémites dans la Résistance*, Paris, éd. Albin-Michel, 2008, pp.232-234.

10 P.22

11 P.15

12 Voir « Antisémitisme et anticommunisme. Les deux mamelles de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°63 de janvier-mars 2013.

13 Voir « Force, Joie et Travail ! » in *Aide-mémoire* n°45 de juillet-septembre 2008 et « L'extrême droite défend-elle les travailleurs ? » in *Aide-mémoire* n°60 d'avril-juin 2012.

14 P.51

15 Pp.43-44

16 Voir « Les résultats d'une coalition avec l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°30 d'octobre-décembre 2004. Sur la vitesse à laquelle l'extrême droite pourrait appliquer son programme, la BD de François Durpaire et Farud Boudjellal, *La Présidente*, publiée chez Demopolis fin 2015 est très intéressante.

17 P.78

18 P.119

19 Pp.103-104

20 P.86

21 P.95

22 P.76

23 P.59

24 P.148

25 P.105

Avec le soutien de la Région Wallonne, de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Ville de Liège, de l'Enseignement communal liégeois, de la Province de Liège, du Service des Affaires Culturelles de la Province de Liège et de l'Enseignement de la Province de Liège, du Centre funéraire de Robermont, du Groupe Graphique Chauveheid, de l'Union Liégeoise des Prisonniers Politiques et de l'Association Ernest De Craene.



**Le réseau « Territoire de Mémoire »
Les villes ou les communes**

Aiseau-Presses, Amay, Andenne, Anhée, Ans, Anthisnes, Arlon, Assesse, Awans, Aywaille, Bassenge, Bastogne, Beauraing, Beauvechain, Beyne-Heusay, Beloeil, Bievre, Blegny, Bouillon, Boussu, Braine-L'Alleud, Braine-le-Château, Braine-le-Comte, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Chaudfontaine, Chaumont-Gistoux, Chimay, Chiny, Ciney, Clavier, Comblain-au-Pont, Comines-Warneton, Courcelles, Court-Saint-Étienne, Couvin, Dalhem, Dison, Donceel, Durbuy, Ecaussinnes, Enghien, Engis, Erezée, Esneux, Etterbeek, Evere, Faimes, Fernelmont, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Fleurus, Flobecq, Floreffe, Florennes, Florenville, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Frameries, Gedinne, Gerpinnes, Gesves, Gouvy, Grâce-Hollogne, Grez-Doiceau, Habay, Hamoir, Hamois, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hannut, Hastière, Havelange, Herbeumont, Héron, Herstal, Herve, Hotton, Houffalize, Huy, Incourt, Ittre, Jalhay, Jette, Jodoigne, Juprelle, La Bruyère, La Louvière, Leuze-en-Hainaut, Liège, Limbourg, Lincet, Lobbes, Lontzen, Malmedy, Manage, Manhay, Marchin, Martelange, Meix-devant-Virton, Merbes-le-Château, Modave, Momignies, Mons, Morlanwelz, Musson, Namur, Nandrin, Neupré, Ohay, Onhaye, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Ouffet, Oupeye, Pepinster, Peruwelz, Perwez, Philippeville, Plombières, Pont-à-Celles, Profondeville, Rebecq, Remicourt, Rixensart, Rochefort, Rumes, Sainte-Ode, Saint-Georges-sur-Meuse, Saint-Ghislain, Saint-Hubert, Saint-Nicolas, Sambreville, Seneffe, Seraing, Sivry-Rance, Soignies, Sombreffe, Somme-Leuze, Soumagne, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Tellin, Theux, Thimister-Clermont, Tinlot, Trooz, Vaux-sur-Sûre, Verviers, Vielsalm, Viroinval, Visé, Vresse-sur-Semois, Waimes, Walcourt, Wanze, Waremmes, Wasseiges, Welkenraedt, Woluwe-Saint-Lambert, Yvoir

Les provinces
Hainaut, Liège, Luxembourg, Namur

Le mot de la Présidente

Par **Dominique Dauby**

2015 nous a explosé au visage : En janvier et novembre, Paris a goûté le sang et la peur, comme avant elle Beyrouth, Damas, le Cameroun, le Nigéria, la Somalie, l'Égypte. Dans les rues de Bruxelles et de Liège, entre autres, l'armée devient un élément du paysage... Nous aurions tant aimé renvoyer cette année terrible aux oubliettes !

Impossible... Quelques dizaines de femmes, d'hommes et d'enfants sont morts ces dernières semaines en mer Egée. D'autres ont perdu la vie dans un camion frigo entre la France et l'Angleterre. Ils et elles sont plusieurs milliers dans la jungle de Calais ou à Grande Synthe, dans le froid, la boue, la faim, la violence... Comment, en ce début d'année 2016, penser, parler, échanger sans qu'il soit question des milliers de réfugiés qui frappent aux portes de l'Europe ?

La Belgique, après l'Angleterre notamment, a fait le choix de confier au secteur privé l'accueil des réfugiés. Beau moyen de passer la main, de ne plus se poser de question... sauf que, en Angleterre, une des entreprises sélectionnées a décidé de peindre en rouge la porte des logements qu'elle loue à des réfugiés...

Voudrions-nous l'oublier, nos enfants et petits-enfants nous regardent affolés : Quelle part prends-tu dans cette histoire ? Et où est ma place ?

Depuis plus de 20 ans, les Territoires de la Mémoire travaillent à une meilleure compréhension du fascisme et du nazisme, mettant en valeur le travail des femmes et des hommes qui résistèrent pied à pied à ces idéologies liberticides. Aujourd'hui, sans rien omettre des difficultés à affronter, il nous revient de faire face et de prendre la mesure des politiques en œuvre : chaque décision qui a pour conséquence de stigmatiser, humilier l'autre, étranger /e, demandeur/euse d'emploi ou sans abri, participe à la construction d'un mur de haine et de peur. Chaque fois que nous nous taisons, nous acceptons de prendre en main une des briques qui construisent ce mur lourd de menaces. ●●



**Une réaction ? Un commentaire ?
Une proposition d'article ?**

La revue Aide-mémoire est également la vôtre !

**Écrivez-nous :
editions@territoires-memoire.be**



Tarifs réduits à La Cité Miroir*

Les acteurs de l'histoire, c'est vous !

Devenez membre

Versez 10€ (5€ pour étudiant)
sur le compte BE14 0682 4315 5583

Une carte vous sera envoyée
et vous bénéficierez des avantages.

Plus d'informations :
www.territoires-memoire.be/membre

*Pour les activités programmées par Les Territoires de la Mémoire asbl, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège asbl et MNEMA asbl.